

La Banque Scotia affiche un bénéfice de 842 millions de dollars au premier trimestre et annonce un dividende de 0,49 \$ par action

HALIFAX, le 3 mars 2009 – La Banque Scotia a déclaré un bénéfice net de 842 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 7 millions de dollars ou de 1 % en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,80 \$, contre 0,82 \$ pour la même période en 2008. Le rendement des capitaux propres a été de 16,9 %, contre 18,3 % pour le trimestre correspondant de 2008.

« Les trois secteurs d'activité ont accru leurs revenus grâce à la hausse des volumes, du revenu d'intérêts net et des autres revenus. Les secteurs d'activité ont tiré parti du fait que les revenus proviennent de sources bien diversifiées et qu'une attention particulière ait été accordée à la gestion des risques et des coûts », a affirmé Rick Waugh, président et chef de la direction.

« Malheureusement, la volatilité sans précédent observée sur les marchés financiers a contrebalancé cette croissance en raison de l'augmentation des frais de financement et du capital ainsi que du recul de la juste valeur des actifs de nos portefeuilles de titres. Un tel contexte nous mettra face à des défis continus dans l'atteinte de certains de nos objectifs de croissance. Toutefois, la vigueur du bénéfice des principaux secteurs d'activité, la rentabilité élevée attestée par un rendement des capitaux propres de 16,9 % ainsi que la solidité et la progression de nos ratios de capital justifient le maintien de ces objectifs.

« Le Réseau canadien continue de livrer un bon rendement dans un marché fortement concurrentiel. Les résultats pour le trimestre à l'étude ont découlé de la progression des prêts hypothécaires et des prêts aux entreprises. La croissance du total des dépôts de particuliers attribuable aux projets commerciaux et aux acquisitions a entraîné une progression de la part de marché sur douze mois. Les pertes sur prêts ont été surmontables mais, comme il était prévu, elles ont augmenté tant en ce qui a trait au portefeuille de prêts aux particuliers qu'au portefeuille de prêts aux entreprises par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la détérioration de la conjoncture économique.

« Les résultats des Opérations internationales traduisent une forte croissance des dépôts et des prêts dans toutes les régions, l'apport soutenu provenant des entreprises acquises, particulièrement au Pérou et au Chili, et l'incidence favorable de la conversion des devises. La croissance des revenus a été contrebalancée par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur prêts aux particuliers en Amérique latine.

« Scotia Capitaux a inscrit un rendement sans précédent en ce qui a trait aux activités liées aux métaux précieux, aux titres à revenu fixe et aux services bancaires d'investissement. Ce secteur a également tiré profit de l'apport considérable de la conversion des devises, de la croissance marquée des prêts et des revenus tirés des activités de prêt ainsi que de la faiblesse des pertes sur prêts.

« Le rendement de tous nos portefeuilles de prêts tant au Canada qu'à l'étranger est conforme à nos paramètres de tolérance au risque et à nos objectifs.

« Il est à noter que la situation du capital de la Banque Scotia a non seulement continué d'être solide, mais elle s'est améliorée par rapport à celle des périodes précédentes. En outre, notre capital est d'excellente qualité en comparaison avec celui des autres banques internationales comparables.

« La rentabilité et la vigueur du capital forment une combinaison gagnante qui nous permet de continuer à générer des dividendes durables, lesquels sont maintenus à 0,49 \$ par action pour le trimestre.

« Nous sommes en bonne position pour affronter cette crise sans précédent et même d'en émerger plus forts et davantage en mesure de saisir les occasions de croissance qui se présenteront que bon nombre de nos concurrents à l'échelle mondiale. »

Résultats financiers du premier trimestre par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent :

- Bénéfice dilué par action de 0,80 \$, contre 0,82 \$ en 2008
- Bénéfice net de 842 millions de dollars, comparativement à 835 millions de dollars en 2008
- Rendement des capitaux propres de 16,9 %, contre 18,3 % en 2008
- Ratio de productivité de 58,7 %, comparativement à 56,5 % en 2008
- Dividende trimestriel maintenu à 0,49 \$ par action ordinaire

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs financiers et opérationnels de 2009 :

- 1** Objectif : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)¹⁾ se situant entre 16 % et 20 %. Pour le trimestre à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 16,9 %.
- 2** Objectif : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. Sur douze mois, le bénéfice par action a enregistré une croissance négative de 2 %.
- 3** Objectif : Maintenir un ratio de productivité¹⁾ inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 58,7 % pour le trimestre.
- 4** Objectif : Maintenir de solides ratios de capital. À 9,5 %, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide, selon les normes canadiennes et internationales.

¹⁾ Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.



Aux dates indiquées et pour les
trimestres terminés à ces dates

<i>(non vérifié)</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>			
Revenu d'intérêts net	1 966	1 941	1 814
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	2 036	2 036	1 932
Total des revenus	3 351	2 491	2 839
Total des revenus (BMEF ¹⁾)	3 421	2 586	2 957
Dotations à la provision pour pertes sur créances	281	207	111
Frais autres que d'intérêts	2 010	1 944	1 669
Charge d'impôts	190	2	193
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	260	97	311
Bénéfice net	842	315	835
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	805	283	814
Rendement de l'exploitation			
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,80	0,28	0,83
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,80	0,28	0,82
Rendement des capitaux propres ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i>	16,9	6,0	18,3
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	58,7	75,2	56,5
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,53	1,68	1,79
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>			
Liquidités et titres	131 380	125 353	130 893
Prêts et acceptations	304 278	300 649	260 501
Total de l'actif	509 829	507 625	449 422
Dépôts	346 570	346 580	316 797
Actions privilégiées	3 710	2 860	1 865
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19 103	18 782	18 128
Actifs sous administration	191 826	203 147	195 155
Actifs sous gestion	34 264	36 745	31 704
Mesures du capital			
Ratio du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	9,5	9,3	9,0
Ratio du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,4	11,1	10,2
Ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i>	7,8	7,3	7,2
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	239 660	250 591	234 876
Qualité du crédit			
Montant net des prêts douteux ²⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	1 602	1 191	689
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 323	1 323	1 298
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ²⁾	0,53	0,40	0,26
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,37	0,29	0,18
Données sur les actions ordinaires			
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>			
Haut	40,68	51,55	54,00
Bas	27,35	35,25	43,10
Clôture	29,67	40,19	48,19
Actions en circulation <i>(en millions)</i>			
Moyenne (de base)	1 001	990	985
Moyenne (diluée)	1 003	994	992
Fin de la période	1 012	992	985
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,49	0,49	0,47
Rendement de l'action <i>(en pourcentage)</i>	5,8	4,5	3,9
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	30 039	39 865	47 487
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	18,87	18,94	18,40
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,6	2,1	2,6
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	9,8	13,1	12,5
Autres données			
Employés	69 451	69 049	62 002
Succursales et bureaux	2 696	2 672	2 458

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 5 pour l'analyse de ces mesures.

2) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

Nous sommes fiers d'avoir été nommés, au pire de la crise financière, l'une des 10 banques les plus performantes du monde selon le classement annuel d'Oliver Wyman en matière de rendement pour les actionnaires.

Réseau canadien

- La Banque Scotia a continué d'améliorer les solutions d'investissement qu'elle offre.
 - En novembre, la Banque a lancé le compte Accélération Plus Scotia, nouveau compte d'épargne à intérêts élevés.
 - En janvier, les Fonds Scotia ont lancé les Portefeuilles Scotia INNOVA, nouveau fonds composé d'une combinaison de fonds répartis en cinq portefeuilles optimisés. Ces portefeuilles s'adressent aux particuliers disposant d'au moins 50 000 \$ à investir.
 - Le lancement du nouveau compte d'épargne libre d'impôt de la Banque Scotia a dépassé les attentes. Au-delà de 157 000 nouveaux comptes ont été ouverts au cours du premier mois, et plus de la moitié de ces comptes affichent un solde moyen de près de 4 300 \$. Plus de 107 000 personnes ont participé au concours promotionnel dans le cadre duquel un cadeau publicitaire de 5 000 \$ était donné chaque jour.
- Le lancement d'Autorité hypothécaire Scotia en novembre a permis à la Banque Scotia de mener à terme avec succès l'intégration de Maple Trust Company et de Service Scotia Express. La Banque occupe désormais le deuxième rang du marché canadien des prêts hypothécaires montés par des courtiers, et plus de 35 % du volume total des prêts hypothécaires est conclu par l'intermédiaire de ce réseau.
- En décembre, la Banque Scotia a converti son millionième compte aux services d'opérations bancaires sans papier. En plus de réduire son empreinte écologique, cette mesure permet à la Banque de réduire ses frais d'exploitation annuels de plus de 3 millions de dollars.

Opérations internationales

- En février, la Banque Scotia a annoncé qu'elle avait fait l'acquisition d'une participation supplémentaire de 24 % dans la Thanachart Bank, huitième plus importante banque de Thaïlande et fournisseur de premier plan de prêts-automobiles, en contrepartie d'environ 270 millions de dollars. La Banque détient désormais 49 % de la Thanachart Bank, soit la limite aux termes des règlements visant les banques étrangères en Thaïlande. Cette participation représente une excellente occasion de tirer profit de la vigueur du marché thaïlandais et des liens étroits que nous avons développés avec la Thanachart Bank.
- La Banque Scotia a été élue « meilleure banque de financement du commerce extérieur au Canada pour 2009 » par la revue *Global Finance*. Il s'agit de la troisième fois que la Banque se mérite cette distinction grâce aux nombreux services de commerce extérieur qu'elle offre ainsi qu'aux excellents systèmes électroniques qu'elle propose aux importateurs et aux exportateurs.
- La Banque poursuit son expansion au chapitre des services complémentaires dans des domaines tels que l'assurance. En décembre, la coentreprise d'assurance automobile de la Banque Scotia en Amérique centrale a commencé à mener des activités au Salvador. La société en question, *Qualitas Compañía de Seguros, S.A.*, est une coentreprise de la Banque Scotia et de *Qualitas*, le plus important assureur automobile du Mexique.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a été le seul syndicataire dans le cadre d'un placement de nouvelles actions ordinaires d'une valeur de 2,3 milliards de dollars effectué par la Société Financière Manuvie. L'opération a consisté en un appel public à l'épargne de 1,2 milliard de dollars et en un placement privé de 1,1 milliard de dollars.
- Le groupe Marchés des capitaux mondiaux de Scotia Capitaux a reçu des distinctions soulignant le rendement de deux de ses entreprises :
 - En ce qui a trait aux titres à revenu fixe, Scotia Capitaux s'est classé au premier rang au chapitre de la souscription d'obligations de sociétés canadiennes en 2008, selon les principaux tableaux de classement de Bloomberg.
 - L'équipe de change de Scotia Capitaux a permis à la Banque d'être désignée meilleure banque de change au Canada pour la cinquième année d'affilée par la revue *Global Finance*.
- Les Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux de la Banque Scotia se sont également distingués de plusieurs façons.
 - Selon la revue Bloomberg, Scotia Waterous s'est classée au premier rang mondial en 2008 pour le nombre d'opérations de regroupement d'entreprises effectuées dans le domaine du pétrole et du gaz, ainsi qu'au deuxième rang pour la valeur de ces opérations.
 - Scotia Capitaux s'est méritée le premier rang en 2008 au chapitre des ventes d'actions au Canada, compte non tenu des placements effectués par les banques mères. Le *Globe and Mail* a reconnu Scotia Capitaux comme étant « le réel gagnant lorsqu'on examine ce que les tableaux de classement devraient mesurer : la capacité de mener des affaires auprès de nouveaux clients ».

Faits saillants concernant le personnel

La Banque Scotia a été nommée parmi les 50 meilleurs employeurs du Canada pour une cinquième année de suite. Cette prestigieuse liste, compilée annuellement d'après les résultats d'une enquête nationale menée auprès d'employés par Hewitt Associates et publiée dans la revue *Report on Business* du *Globe and Mail*, présente une évaluation de l'engagement des employés. La Banque Scotia s'est classée au 20^e rang sur les 99 organisations admissibles et elle occupe encore une fois la position la plus élevée accordée à une banque. Cette distinction renforce sa position de chef de file mondial en matière de promotion d'un environnement de travail positif et confirme son statut à titre d'employeur de choix auprès des canadiens.

Engagement dans la collectivité

La Banque Scotia et Cricket Canada ont collaboré en janvier au lancement du programme scolaire de Cricket Canada et de la Banque Scotia. Ce programme a pour objet d'enseigner le cricket, sport pratiqué dans de nombreux pays dans le monde, et d'en faire la promotion auprès des élèves du primaire dans tout le Canada. La Banque Scotia appuie ce sport depuis longtemps. Elle est la banque officielle du cricket au Canada et dans les Antilles et, depuis l'année 2000, elle soutient l'entraînement de plus de 220 000 élèves du primaire dans les Antilles et leur fournit du matériel, par l'intermédiaire de son programme Kiddy Cricket.

Énoncés prospectifs Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Des énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; une volatilité importante et les interruptions des marchés; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; l'incidence qu'aurait tout changement des notations de crédit attribuées à la Banque; le risque opérationnel et le risque de réputation; le risque que les modèles de gestion du risque de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; la capacité de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants, à en mettre sur pied de nouveaux et à en tirer des revenus; la capacité de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépenses et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 62 du Rapport annuel 2008 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent document est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, à www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Objectifs 2009 – Notre tableau de bord équilibré

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 16 % à 20 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Maintien de solides ratios de capital

Cientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et de mobilisation des employés
- Grande diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans notre rapport de gestion aux pages 6 à 20 et elles sont définies ci après :

Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour le trimestre à l'étude, le montant de la majoration au titre de la BMEF à l'égard du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts s'est élevé à 70 millions de dollars, contre 118 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 95 millions de dollars au trimestre précédent.

Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur « Autres ».

Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

Marge nette sur intérêts sur le total des actifs moyens (« BMEF »)

Ce ratio indique le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total des actifs moyens.

Levier d'exploitation

La Banque définit le levier d'exploitation comme le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale, moins le taux de croissance des frais.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, compte tenu de toutes les nouvelles composantes des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information financière interne, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et des autres risques propres à chaque secteur. Le montant réparti est communément appelé capital économique. Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est calculé en fonction du capital économique qui lui est attribué.

Ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences de notation et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains ou des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts). Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les ratios de capital réglementaire, comme le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (le « BSIF »).

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le 3 mars 2009

Le bénéfice net de la Banque Scotia pour le premier trimestre s'est établi à 842 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars, ou de 1 %, en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La solidité du bénéfice des principaux secteurs d'activité soutenue par les acquisitions et la croissance de l'actif, les revenus importants tirés des marchés financiers et la progression des revenus tirés des services de transaction a été contrebalancée par le recul de la marge nette sur intérêts, l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et les pertes de valeur des titres disponibles à la vente. L'incidence favorable de la conversion des devises s'est chiffrée à 106 millions de dollars sur douze mois.

Le bénéfice net du trimestre à l'étude a augmenté de 527 millions de dollars, ou de 167 %, par rapport à celui du quatrième trimestre, en raison principalement de la comptabilisation, au trimestre précédent, de charges après impôts de 642 millions de dollars découlant de certaines activités de transaction et d'ajustements d'évaluation. La progression des revenus tirés des marchés financiers et l'incidence favorable de la conversion des devises au cours du trimestre à l'étude ont été contrebalancées par le recul de la marge nette sur intérêts, l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, l'accroissement des charges de rémunération et la hausse des impôts sur le bénéfice.

Total des revenus

Pour le trimestre écoulé, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 421 millions de dollars, soit une hausse de 464 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette progression tient à de nombreux facteurs, notamment à l'essor de l'ensemble des revenus de transaction, déduction faite des pertes sur les transactions de dérivés, à l'incidence favorable de la conversion des devises et à la progression des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes de valeur des titres disponibles à la vente découlant du ralentissement incessant des marchés des titres de capitaux propres et par le rétrécissement de la marge nette sur intérêts.

Le total des revenus du trimestre écoulé a augmenté de 835 millions de dollars, ou de 32 %, par rapport à celui du quatrième trimestre, en raison principalement de la comptabilisation de charges avant impôts de 958 millions de dollars découlant de certaines activités de transaction et d'ajustements d'évaluation au trimestre précédent. Les produits pour le trimestre à l'étude ont été soutenus par les solides résultats se rapportant aux marchés des capitaux, notamment les revenus records liés aux métaux précieux et aux titres à revenu fixe, par la hausse des revenus tirés des opérations de titrisation et par l'augmentation des commissions de crédit et de placement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes de valeur supplémentaires des titres disponibles à la vente.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) pour le trimestre à l'étude a atteint 2 036 millions de dollars, soit un accroissement de 104 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, compte tenu de l'incidence favorable de 146 millions de dollars de la conversion des devises. La croissance du revenu d'intérêts net attribuable aux acquisitions et à la forte progression de l'actif a été plus que contrebalancée par la variation de la juste

valeur des instruments financiers utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif, la diminution du revenu exonéré d'impôts et l'incidence de la hausse des primes de liquidité liées aux frais de financement.

Le revenu d'intérêts net du trimestre (sur une base de mise en équivalence fiscale) est demeuré inchangé par rapport à celui du trimestre précédent. L'effet favorable de la conversion des devises et l'incidence bénéfique pour la totalité du trimestre de la croissance de l'actif au cours des périodes antérieures ont été contrebalancés par la diminution du revenu exonéré d'impôts et le rétrécissement de la marge nette sur intérêts.

La marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,53 % pour le premier trimestre, contre 1,79 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 1,68 % pour le trimestre précédent. Le recul de la marge par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation relative des frais de financement découlant de la hausse des primes de liquidité, à la baisse du revenu exonéré d'impôts, aux changements dans la composition des portefeuilles d'actifs résultant de la croissance des prêts hypothécaires à taux variable et à la variation défavorable de la juste valeur des instruments financiers utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'élargissement des écarts sur les prêts aux grandes sociétés. Le recul par rapport au trimestre précédent est en partie attribuable aux pressions exercées par la concurrence à l'égard de l'établissement des prix des dépôts à terme et à l'incidence défavorable des dépôts de particuliers insensibles aux variations de taux dont le taux n'a pas été révisé dans le contexte de la diminution des taux. En outre, le revenu exonéré d'impôts a diminué, mais cette baisse a été contrebalancée par l'élargissement soutenu des écarts sur les prêts aux grandes sociétés.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 1 385 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 360 millions de dollars, ou de 35 %, en regard de ceux du premier trimestre de l'exercice précédent. Ces résultats sont attribuables à l'apport considérable des revenus tirés des marchés financiers, les activités liées aux métaux précieux et aux titres à revenu fixe ainsi que les activités sur les opérations de change et les titres institutionnels ayant dégagé des résultats très élevés. Ces facteurs ont toutefois été contrebalancés en partie par les pertes sur les transactions de dérivés. L'augmentation des autres revenus a aussi découlé de la hausse des revenus tirés des opérations de titrisation attribuable à la participation continue à des projets gouvernementaux d'achat de prêts hypothécaires, à l'incidence positive de la conversion des devises et à l'augmentation des commissions de crédit et de placement grâce aux activités vigoureuses de placement de titres de créance et de capitaux propres. Une croissance a également été observée dans la plupart des catégories de revenus tirés des services de transaction en raison de l'accroissement des activités menées par les clients. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pertes de valeur supplémentaires des titres disponibles à la vente au cours du trimestre causées par le ralentissement incessant des marchés des titres de capitaux propres. Les revenus tirés de la gestion du patrimoine ont également enregistré une baisse en raison de la faiblesse des marchés des titres de capitaux propres.

D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont grimpé de 835 millions de dollars, ou de 152 %, en raison surtout des charges

inscrites au quatrième trimestre à l'égard de certaines activités de transaction et de certains ajustements d'évaluation, ainsi qu'en raison des facteurs susmentionnés.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre écoulé s'est établie à 281 millions de dollars, en hausse de 170 millions de dollars par rapport à celle de la même période de l'exercice précédent et de 74 millions de dollars en regard de celle du trimestre précédent. L'augmentation de la dotation pour le trimestre en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à la hausse des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers. Un exposé plus complet sur le risque de crédit est fourni ci-après.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre à l'étude ont été de 2 010 millions de dollars, soit 341 millions de dollars, ou 20 %, de plus qu'au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui tient compte de l'incidence défavorable de 67 millions de dollars de la conversion des devises. En outre, une tranche de quelque 82 millions de dollars de l'augmentation des frais autres que d'intérêts est attribuable aux récentes acquisitions. La tranche restante de 192 millions de dollars de l'augmentation a trait en partie à l'augmentation de la rémunération relative au rendement liée à la croissance des revenus de Scotia Capitaux pour le trimestre. Le reste de la hausse des frais associés aux salaires, aux locaux et à la technologie découle des mesures visant à favoriser la croissance, entreprises au cours de périodes antérieures. Une augmentation des taxes d'affaires a également été observée en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre. Cette progression a découlé principalement de la croissance de la rémunération liée au rendement attribuable à la croissance des revenus de transaction, à l'augmentation des taxes d'affaires et des taxes sur le capital ainsi qu'à l'incidence défavorable de la conversion des devises. Compte non tenu de ces éléments, les frais autres que d'intérêts ont été inférieurs à ceux du trimestre précédent, grâce à l'attention soutenue accordée par la Banque à la gestion des coûts.

Le ratio de productivité, qui sert à mesurer l'efficacité de la Banque, s'est établi à 58,7 % pour le trimestre à l'étude, contre 56,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 75,2 % pour le trimestre précédent. Le levier d'exploitation de la Banque pour le trimestre à l'étude calculé par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent s'est établi à un pourcentage négatif de 4,7 %, en raison principalement de la hausse des frais autres que d'intérêts et de la diminution du revenu exonéré d'impôts.

Impôts

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude s'est établi à 17,9 %, en légère baisse par rapport à celui de 18,2 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent, mais en hausse par rapport à celui de 0,6 % au quatrième trimestre. Le recul par rapport au taux de l'exercice précédent s'explique avant tout par la baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada ainsi que par l'augmentation du revenu dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés, contrebalancées par le recul du revenu exonéré d'impôts. Le faible taux d'imposition au trimestre précédent a découlé des charges inscrites au cours de ce trimestre dans des territoires où les taux d'imposition comptent parmi les plus élevés.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 62 à 76 du Rapport annuel 2008.

Risque de crédit

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances a été de 281 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 111 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 207 millions de dollars comptabilisés au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles du Réseau canadien s'est chiffrée à 155 millions de dollars, en hausse par rapport à celle de 91 millions de dollars inscrite au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celle de 107 millions de dollars comptabilisée le trimestre précédent. Les dotations à l'égard des prêts aux particuliers ont augmenté sur douze mois, en raison principalement de la croissance des volumes du portefeuille de prêts automobiles indirects, y compris Avantage Concessionnaire Scotia. Les dotations pour les portefeuilles de prêts bancaires aux entreprises et aux petites entreprises ont également affiché une légère hausse sur douze mois. L'augmentation par rapport au trimestre précédent a découlé principalement des dotations plus importantes pour les portefeuilles de prêts aux particuliers d'Avantage Concessionnaire Scotia, ainsi que du montant accru de recouvrements d'autres prêts aux particuliers le trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Opérations internationales a été de 116 millions de dollars pour le trimestre écoulé, contre 30 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 90 millions de dollars pour le trimestre précédent. L'augmentation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est attribuable en grande partie à la croissance des actifs des portefeuilles de prêts aux particuliers au Pérou et au Chili ayant résulté des acquisitions ainsi qu'à la hausse des dotations pour le portefeuille de prêts aux particuliers au Mexique. L'augmentation par rapport au trimestre précédent a résulté de la hausse des dotations à l'égard des prêts aux particuliers, principalement au Pérou et au Chili, et aux nouvelles dotations à l'égard d'un compte commercial Mexique. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par le nombre accru de recouvrements et de reprises nets dans le portefeuille de prêts aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de Scotia Capitaux pour le trimestre s'est établie à 10 millions de dollars, inchangée par rapport à celle du trimestre précédent mais en hausse par rapport à la reprise nette de 10 millions de dollars inscrite au premier trimestre de l'exercice précédent.

Le montant total net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, totalisait 1 602 millions de dollars au 31 janvier 2009, en hausse de 411 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales et au portefeuille de prêts aux particuliers du Réseau canadien. La provision générale pour pertes sur créances s'établissait à 1 323 millions de dollars au 31 janvier 2009, soit le même montant qu'à la fin du trimestre précédent. Il est toutefois possible que la provision générale augmente au cours de l'exercice si la conjoncture commerciale et économique continue de suivre des tendances négatives.

Risques liés au secteur de l'automobile

L'exposition directe de la Banque au risque lié aux prêts (aux grandes sociétés et aux entreprises) dans le secteur de l'automobile en Amérique du nord et en Europe est composée des éléments suivants :

<i>(en milliards de dollars)</i>	Aux	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Prêts consentis à des équipementiers	0,6 \$	0,5 \$
Prêts consentis à des sociétés de financement	1,2	1,2
Prêts consentis à des fabricants de pièces de rechange	0,8	0,7
Prêts consentis à des concessionnaires	3,0	2,8
Total	5,6 \$	5,2 \$

Environ 54 % de ces prêts sont jugés de première qualité, soit par agence externe soit en fonction du système de notation de la Banque, et les prêts sont généralement de premier rang dans la structure du capital des emprunteurs. Le ratio de perte, soit les pertes sur prêts en pourcentage de l'exposition moyenne liée aux prêts, relatif à ce portefeuille s'est établi à 2 points de base pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 9 points de base pour le quatrième trimestre de 2008.

La Banque gère activement le risque auquel elle est exposée dans ce secteur. Des essais dans des conditions critiques à l'égard de ce risque sont effectués de façon régulière, en tenant compte d'un certain nombre de situations possibles, y compris la possibilité qu'un équipementier nord-américain se trouve en situation de défaut. De plus, la Banque s'est concentrée sur les relations d'envergure avec les concessionnaires multiples et les fabricants de pièces présentant une saine diversification sur le plan géographique et sur celui de la fabrication de pièces originales, et elle a réduit son exposition au risque lié aux équipementiers nord-américains.

Titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers

La Banque détient des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers d'une valeur de 7,2 milliards de dollars (7,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008), qui sont classés comme étant disponibles à la vente. La quasi-totalité de ces titres sont adossés à des créances, seuls 2 % de ceux-ci représentant des contrats de location. Les titres adossés à des créances sont liés à des contrats de vente à tempérament (les « prêts »), lesquels sont en majeure partie acquis au moyen d'une facilité de crédit renouvelable de 6 milliards de dollars américains servant à acheter des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers aux États-Unis et au Canada auprès d'une société de financement automobile nord-américaine. La durée résiduelle jusqu'au renouvellement de cette facilité est d'environ deux ans et celle-ci a été modifiée au cours de l'exercice précédent de manière à permettre au vendeur, pendant une période limitée, de céder à la Banque des créances canadiennes plutôt que des créances américaines. Cette facilité a été structurée de manière à fournir des rehaussements de crédit sous la forme d'un surnantissement accordé au moment de l'achat des prêts, ce qui fait qu'il n'est pas nécessaire de s'en remettre au vendeur pour l'obtention de rehaussements de crédit. Eu égard à chaque achat subséquent qui est effectué aux termes de la facilité de crédit renouvelable, le rehaussement de crédit correspond à un multiple des plus récentes données recueillies sur les pertes pour l'ensemble du portefeuille géré du vendeur.

La Banque soumet ces titres adossés à des créances à des essais dans des conditions critiques. Aux termes de différents scénarios d'essais, la perte sur ce portefeuille de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers aux États-Unis est conforme à la tolérance au risque de la Banque. Environ 82 % de ces titres sont cotés AAA par une agence de notation externe et ils ont une durée de vie moyenne d'à peu près deux ans.

Ces titres sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. La Banque a inscrit une perte non réalisée cumulative avant impôts de 297 millions de dollars dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (272 millions de dollars au 31 octobre 2008). Bien que la qualité du crédit ait reculé dans une certaine mesure, cette perte non réalisée a principalement trait à l'élargissement des écarts de taux. Étant donné que la Banque a la capacité et l'intention de détenir ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée, ce qui pourrait se produire à l'échéance, ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

Autres

En outre, la Banque fournit des concours de trésorerie aux fonds multicédants qu'elle parraine ainsi qu'à des fonds multicédants parrainés par des tiers, de manière à soutenir les prêts automobiles et les actifs de location contenus dans ces fonds multicédants. Pour plus de renseignements à ce sujet, se reporter aux rubriques « Fonds multicédants parrainés par la Banque » à la page 12 et « Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque » à la page 13.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. Au premier trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est élevée à 21,7 millions de dollars, contre 16,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation du risque de taux d'intérêt et à l'accroissement de la volatilité des marchés sur douze mois. L'augmentation de la VAR quotidienne moyenne, qui est passée de 20,1 millions de dollars au quatrième trimestre à 21,7 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, a découlé avant tout de la hausse du risque de taux d'intérêt, partiellement contrebalancée par une diminution du risque sur actions.

Facteur de risque <i>(en millions de dollars)</i>	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Taux d'intérêt	19,7 \$	16,9 \$	13,8 \$
Actions	5,3	7,9	4,5
Change	2,3	1,5	0,9
Marchandises	3,9	3,0	2,7
Effet de la diversification	(9,5)	(9,2)	(5,3)
VAR à l'échelle de la Banque	21,7 \$	20,1 \$	16,6 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant huit jours au premier trimestre, contre 13 jours au trimestre précédent. Les pertes sont demeurées dans la fourchette prévue par la méthode de la VAR.

Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides afin de soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2009, ses actifs liquides s'élevaient à 108 milliards de dollars (106 milliards de dollars au 31 octobre 2008) et correspondaient à 21 % (21 % au 31 octobre 2008) du total de l'actif. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 67 % (64 % au 31 octobre 2008), ainsi que d'actifs liquides comprenant des espèces et des dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 33 % (36 % au 31 octobre 2008).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement, ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Des titres peuvent également être mis en pension. Au 31 janvier 2009, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 91 milliards de dollars (82 milliards de dollars au 31 octobre 2008). La hausse par rapport au trimestre précédent est attribuable à l'augmentation des garanties fournies à la banque de la Réserve fédérale et des garanties liées aux titres empruntés et prêtés.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 82 et 134 du Rapport annuel 2008, n'ont pas été modifiées. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Au 31 janvier 2009, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 510 milliards de dollars, en hausse de 2 milliards de dollars grâce à l'incidence favorable de la conversion des devises. La croissance des titres et des prêts a été annulée par la diminution des liquidités et des titres pris en pension.

Le total des titres a augmenté de 10 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008. Les placements comptabilisés à la valeur de consolidation ont augmenté de 2 milliards de dollars en raison de l'achat d'une participation significative dans CI Financial Corp. (« CI Financial »). Les titres détenus à des fins de transaction ont augmenté de 2 milliards de dollars, en raison surtout de la quantité accrue de titres de créance du gouvernement canadien détenus, contrebalancée par la diminution de la taille du portefeuille de titres de capitaux propres. Les titres disponibles à la vente ont progressé de 5 milliards de dollars en raison de la quantité accrue de titres de créance du gouvernement canadien détenus.

Au 31 janvier 2009, la perte non réalisée sur les titres disponibles à la vente se chiffrait à 1 573 millions de dollars, en hausse de 345 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Cette hausse de la perte a découlé essentiellement de la diminution de la valeur des titres de créance de sociétés et des titres de capitaux propres, contrebalancée par l'appréciation de la valeur marchande des titres de créance du gouvernement canadien et de gouvernements étrangers détenus.

Le portefeuille de prêts de la Banque a augmenté de 2 milliards de dollars, ou de 1 %, depuis le 31 octobre 2008, en grande partie en raison de l'incidence positive de 2 milliards de dollars de la conversion des devises. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, la hausse des prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien de 1 milliard de dollars a été annulée par les opérations de titrisation de 5 milliards de dollars liées à la participation de la Banque au programme d'obligations hypothécaires du Canada et au programme d'achat de prêts hypothécaires assurés du gouvernement du

Canada. Les prêts aux particuliers au Canada ont augmenté de 1 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008, en raison principalement de la progression des prêts aux grandes sociétés.

Au 31 janvier 2009, le total du passif se chiffrait à 487 milliards de dollars, en hausse de 1 milliard de dollars par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2008, compte tenu de l'incidence de 2 milliards de dollars de la conversion des devises.

Les dépôts de particuliers ont progressé de 4 milliards de dollars grâce à la croissance des CPG et des comptes d'épargne à intérêt élevé au Canada et ailleurs dans le monde, particulièrement au Pérou. Cette croissance a été contrebalancée par le recul des dépôts d'entreprises, d'administrations publiques et de banques.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1,2 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2008. Cette hausse est surtout attribuable au capital généré en interne, qui s'est élevé à 304 millions de dollars, et à l'émission pour 1,5 milliard de dollars d'actions ordinaires et privilégiées. Ces facteurs ont été contrebalancés par l'augmentation de 650 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu, qui a découlé principalement de la hausse des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente, y compris les couvertures.

Gestion du capital

La Banque tient à maintenir un solide capital afin de contrer les risques liés à ses diverses activités commerciales. Le cadre de gestion du capital de la Banque comporte un processus interne exhaustif d'évaluation de la suffisance du capital visant à assurer que la Banque dispose d'un capital amplement suffisant pour lui permettre de faire face aux risques actuels et futurs et d'atteindre ses objectifs stratégiques. Les principales composantes du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital de la Banque comprennent une saine gouvernance d'entreprise, l'établissement de cibles en matière de capital fondées sur les risques, une gestion et une surveillance du capital sur une base courante mais aussi prospective et l'utilisation de paramètres financiers appropriés qui mettent en corrélation le risque et le capital, notamment les mesures du capital réglementaire. Les pratiques de la Banque en matière de gestion du capital n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 38 à 42 du Rapport annuel 2008.

Ratios de capital

La Banque continue à maintenir un capital solide. Au 31 janvier 2009, le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total se chiffraient respectivement à 9,5 % et à 11,4 %, comparativement à 9,3 % et à 11,1 % au 31 octobre 2008.

L'accroissement du ratio du capital de catégorie 1 et du ratio du capital total au cours du trimestre à l'étude a découlé en grande partie de la réduction de l'actif pondéré en fonction du risque et de l'augmentation des émissions de titres de capitaux propres, notamment 667 millions de dollars d'actions ordinaires, 850 millions de dollars d'actions privilégiées et 1 milliard de dollars de débentures subordonnées. Ces facteurs ont plus que contrebalancé la diminution ayant résulté du placement stratégique de la Banque dans CI Financial. La réduction de l'actif pondéré en fonction du risque est principalement attribuable à des changements à l'égard de certains modèles servant au calcul des exigences en matière de capital pour le risque de marché et le risque de crédit, tels qu'ils ont été approuvés par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), ainsi qu'à des mesures prises par la direction.

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a aussi enregistré une hausse depuis le trimestre précédent, pour s'établir à 7,8 %, et il demeure élevé en regard de celui des autres grandes banques à l'échelle mondiale.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans le bilan, et ils font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 7.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont présentées aux pages 78 et 79 du Rapport annuel 2008. La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de la conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Au 31 janvier 2009, le total du montant nominal de référence des instruments dérivés s'établissait à 1 484 milliards de dollars, contre 1 562 milliards de dollars au 31 octobre 2008. Ce recul a eu trait essentiellement aux contrats dérivés de change. La proportion des dérivés détenus à des fins de transaction et celle des dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou à des fins de gestion de l'actif et du passif sont demeurées généralement inchangées. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 27,9 milliards de dollars, contre 28,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Principaux instruments de crédit

Titres adossés à des créances hypothécaires

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés comme étant disponibles à la vente représentait environ 1 % du total de l'actif de la Banque au 31 janvier 2009, et ces titres sont présentés dans le tableau ci-dessous. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Portefeuille de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres détenus à des fins de transaction représentait moins de 0,1 % du total de l'actif de la Banque au 31 janvier 2009, et ces titres sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Titres adossés à des créances hypothécaires

Valeur comptable (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009	
	Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction	Portefeuille de transaction
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	6 858 \$	253 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	104 ²⁾	45 ³⁾
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	112	–
Total	7 074 \$	298 \$

Valeur comptable (en millions de dollars)	Au 31 octobre 2008	
	Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction	Portefeuille de transaction
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	6 294 \$	184 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	123 ²⁾	47 ³⁾
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	55	–
Total	6 472 \$	231 \$

- La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres adossés à des créances hypothécaires LNH.*
- Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales dans le portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction se rapportent à des propriétés non canadiennes.*
- Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales dans le portefeuille de transaction se rapportent à des propriétés canadiennes.*

Accord de Montréal sur le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA »)

Au cours du trimestre, le PCAA visé par l'accord de Montréal a été restructuré. Cette restructuration a entraîné la conversion du PCAA détenu par la Banque en des titres assortis d'échéances plus longues, qui sont classés comme étant disponibles à la vente. La Banque a reçu quatre catégories de billets (89 % de la valeur nominale), dont l'échéance effective est en 2017, ainsi que 13 catégories de billets reflét liés à des actifs sous-jacents déterminés (11 % de la valeur nominale). Environ 80 % des nouveaux billets se composent de billets de catégories A-1 et A-2 assortis de la cote A. La Banque n'a pas inscrit de gain net ni de perte nette à la conversion de son PCAA visé par l'accord de Montréal, étant donné que la juste valeur des nouveaux billets obtenus correspondait à la valeur comptable du PCAA visé par l'accord de Montréal (144 millions de dollars). La valeur comptable du PCAA de la Banque correspond à environ 62 % de la valeur nominale. La Banque évalue ces titres en tenant compte de la probabilité d'appels de garanties, de la nature des actifs sous-jacents, de l'incidence des écarts de taux en vigueur sur la valeur d'actifs structurés de façon semblable ainsi que d'autres facteurs liés au marché.

Dans le cadre de la restructuration, la Banque a accès à une facilité de financement sur marge qui est comptabilisée à titre de prêt non provisionné. La tranche de la facilité de financement sur marge revenant à la banque s'élève à 200 millions de dollars.

Titres adossés à des créances avec flux groupés et titres adossés à des prêts avec flux groupés

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

La Banque détient des placements dans des titres adossés à des créances avec flux groupés (« TCFG ») et des titres adossés à des prêts avec flux groupés (« TPFPG ») dans son portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction, lesquels titres sont essentiellement classés comme étant disponibles à la vente. Les TCFG et les TPFPG se trouvent habituellement exposés au risque lié au crédit structuré soit de façon synthétique par le recours à des dérivés de crédit, soit en raison des placements sous forme de prêts à des sociétés ou d'obligations de sociétés et de la détention de tels prêts ou obligations. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé de la Banque. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG fondés sur des actifs liquides sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf si la juste valeur a subi une perte de valeur durable, laquelle est alors inscrite dans les résultats nets. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG synthétiques sont comptabilisées dans le bénéfice net. La quasi-totalité des actifs de référence des placements de la Banque dans des TCFG et des TPFPG sont des titres de sociétés sans exposition aux prêts hypothécaires américains à risque élevé.

Au 31 janvier 2009, l'exposition résiduelle à l'égard des TCFG s'établissait à 421 millions de dollars (420 millions de dollars au 31 octobre 2008), dont une tranche de 99 millions de dollars est comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (83 millions de dollars au 31 octobre 2008). Cette variation d'un trimestre à l'autre est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et de l'accroissement de la subordination, facteurs qui ont été plus que contrebalancés par les variations de la juste valeur au cours du trimestre. Ce portefeuille est bien diversifié, chaque TCFG se chiffrant en moyenne à 15 millions de dollars et la pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 21 % du portefeuille. Compte tenu de leur valeur comptable, la cote moyenne pondérée des TCFG est de AA. Plus de 14 % de ces placements se situent dans la tranche prioritaire, avec une subordination de 10 % ou supérieure, et 21 % des placements se situent dans la tranche inférieure.

Au cours du trimestre, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 25 millions de dollars dans le bénéfice net (364 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008) et une perte avant impôts de 16 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu (20 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008), en raison des variations de la juste valeur des TCFG. Ces pertes avant impôts ont découlé de l'élargissement soutenu des écarts de taux ainsi que de certaines réductions des niveaux de subordination.

Au 31 janvier 2009, la juste valeur des placements de la Banque dans des TPFPG se chiffrait à 535 millions de dollars (660 millions de dollars au 31 octobre 2008), déduction faite d'un montant de 597 millions de dollars comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (436 millions de dollars au 31 octobre 2008). Ce portefeuille est bien diversifié, chaque TPFPG se chiffrant en moyenne à 6 millions de dollars et la pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 13 % du portefeuille. Ces TPFPG sont de première qualité et leur cote moyenne pondérée est de AA. Plus de 94 % de ces placements se situent dans la tranche prioritaire, avec une subordination de 10 % ou supérieure. Seulement 2 % de ces placements se situent dans la tranche des titres de capitaux propres. Au cours du trimestre écoulé, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 6 millions de dollars dans le

bénéfice net (33 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008) et une perte avant impôts de 161 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu (238 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008), en raison des variations de la juste valeur des TPFPG. Ces variations de la juste valeur des TPFPG découlent des fluctuations du cours des actifs surtout attribuables aux pressions exercées sur les liquidités et de certains changements quant à la qualité de crédit sous-jacente des prêts. Bien que la juste valeur de ces placements ait diminué, la Banque a la capacité et l'intention de conserver ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée, soit possiblement à l'échéance. Ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

La variation de la juste valeur des TCFG et des TPFPG découle essentiellement des variations des écarts de taux et des taux de subordination résiduels. Selon les positions détenues au 31 janvier 2009, un accroissement de 50 points de base des écarts de taux visés entraînerait une réduction avant impôts d'environ 15 millions de dollars du bénéfice et de 14 millions de dollars des autres éléments du résultat étendu.

Portefeuille de transaction

La Banque détient également des TCFG synthétiques dans son portefeuille de transaction, en raison des activités de montage et de gestion menées auprès de clients et d'autres institutions financières. Le total des TCFG du portefeuille de transaction qui ont été acquis ou cédés s'est établi comme suit :

En cours (<i>en millions de dollars</i>)	Au 31 janvier 2009	
	Valeur nominale	Juste valeur positive/négative
TCFG – protection vendue	6 620 \$	(2 974)\$
TCFG – protection achetée	6 612 \$	3 401 \$

En cours (<i>en millions de dollars</i>)	Au 31 octobre 2008	
	Valeur nominale	Juste valeur positive/négative
TCFG – protection vendue	6 647 \$	(3 368)\$
TCFG – protection achetée	6 550 \$	3 187 \$

Afin de couvrir son risque lié aux activités de transaction, la Banque acquiert des TCFG auprès d'autres institutions financières ou en cède à ces dernières, et elle achète ou vend des tranches indicelles ou des swaps sur défaillance à désignation unique. Les variations des écarts de taux constituent le principal facteur ayant une incidence sur la valeur des TCFG et des swaps sur défaillance. Selon les positions détenues au 31 janvier 2009, un accroissement de 50 points de base des écarts de taux visés dans ce portefeuille entraînerait une augmentation avant impôts de moins de 1 million de dollars du bénéfice.

Environ 60 % de ces TCFG sont de première qualité. Plus de 94 % des risque de crédit auxquels la Banque est exposée en ce qui a trait à des contreparties de swaps de TCFG se rapportent à des entités dont la cote de crédit interne ou externe est de première qualité. La quasi-totalité des actifs de référence sous-jacents aux TCFG contenus dans le portefeuille de transaction sont des titres de sociétés, et il n'y a pas de titres adossés à des créances hypothécaires.

Risques liés aux assureurs spécialisés

Les risques directs liés aux assureurs spécialisés auxquels la Banque est exposée sont négligeables. Son exposition indirecte se chiffre à 2,2 milliards de dollars (2,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008)

sous forme de garanties qui améliorent les transactions financières avec les administrations publiques et d'autres transactions, lorsque la Banque fournit des facilités de crédit soit à des émetteurs de titres ou à des entités qui détiennent ces titres. Les transactions financières avec les administrations publiques auxquelles la Banque est exposée, qui s'établissent à 1,0 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2008), ont essentiellement trait aux municipalités et aux États américains. Environ 93 % de ces titres sont cotés de première qualité sans garantie et représentent le risque qu'encourrait la Banque si une garantie n'était pas disponible.

Les autres risques indirects liés aux assureurs spécialisés s'élevaient à 1,2 milliard de dollars (1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2008). Ces risques représentent surtout des garanties de 0,9 milliard de dollars (0,9 milliard de dollars au 31 octobre 2008) fournies par des assureurs spécialisés à l'égard de titres adossés à des actifs diversifiés détenus dans le fonds multicédant américain de la Banque (comme l'indique la rubrique « Fonds multicédants parrainés par la Banque » paraissant plus loin). Aux 31 octobre 2008 et 31 janvier 2009, ces assureurs spécialisés avaient obtenu une cote de première qualité d'agences de notation externes. En février 2009, l'un des assureurs spécialisés a annoncé une importante restructuration, ce qui lui a valu une baisse de cote de la part de deux agences de notation, dont l'une lui a attribué une cote de qualité inférieure.

Risques liés aux titres de type Alt-A

Aux États-Unis, les prêts sont classés comme étant de type Alt-A lorsque les indicateurs de risque dont ils sont assortis sont plus élevés, par exemple lorsque la cote de crédit est faible ou le ratio prêt-valeur, élevé. Au 31 janvier 2009, l'exposition de la Banque aux risques indirects liés aux prêts et aux titres américains de type Alt-A était négligeable. La Banque n'a pas de programme de prêts hypothécaires au Canada qu'elle estime être un équivalent des titres américains de type Alt-A.

Prêts adossés

La Banque peut offrir un financement adossé à des clients dont la cote de solvabilité n'est pas de première qualité afin de faciliter leurs activités de rachat, d'acquisition et de restructuration. Au 31 janvier 2009, l'exposition de la Banque aux prêts à fort effet de levier financier en attente de syndication était minime.

Titres à enchères

Les titres à enchères sont des billets à long terme et à taux variable émis par des fiduciaires en fonction d'échéances théoriques à long terme, mais d'un taux d'intérêt rajusté à intervalles périodiques rapprochés préétablis. Les titres à enchères sont émis par des municipalités, des administrations publiques qui octroient des prêts aux étudiants et d'autres entités au moyen d'enchères gérées par des institutions financières. La Banque ne parraine aucun programme de titres à enchères et ne détient aucun titre à enchères.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de comptabiliser dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV »), les opérations de titrisation, et les garanties et autres engagements. Au cours du trimestre à l'étude, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cadre de ses activités normales. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Fonds multicédants parrainés par la Banque

À l'heure actuelle, la Banque parraine trois fonds multicédants, dont deux mènent des activités au Canada et l'un, aux États-Unis. Ces fonds multicédants versent à la Banque des droits d'émission de papier commercial, des honoraires de gestion des programmes, des commissions liées à la liquidité ainsi que d'autres honoraires, lesquels droits, honoraires et commissions ont totalisé 29 millions de dollars au premier trimestre, contre 26 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Comme il est décrit plus en détail ci-après, l'exposition de la Banque à ces fonds multicédants hors bilan se compose principalement de concours de trésorerie, de rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme et de papier commercial détenu temporairement. La Banque a mis en place des processus de surveillance de ces risques et des événements importants pouvant avoir une incidence sur les fonds multicédants afin de s'assurer que le principal bénéficiaire ne change pas, ce qui pourrait obliger la Banque à consolider les actifs et les passifs des fonds multicédants à leur juste valeur.

Canada

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement aux fonds multicédants au Canada découle des concours de trésorerie consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 3,9 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (4,3 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Au 31 janvier 2009, le papier commercial en circulation détenu dans des fonds multicédants au Canada administrés par la Banque s'établissait à 3,4 milliards de dollars (3,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008). À la fin du trimestre, la Banque détenait environ 12 % du total du papier commercial émis par ces fonds multicédants. Le tableau suivant présente un sommaire des actifs détenus dans les deux fonds multicédants canadiens de la Banque au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008, par risques sous-jacents :

	Au 31 janvier 2009		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts-auto/locations	1 801 \$	323 \$	2 124 \$
Prêts pour matériel	1 106	102	1 208
Créances clients	165	59	224
Prêts hypothécaires à l'habitation			
du Réseau canadien	83	2	85
Prêts pour régime de retraite	137	3	140
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	133	23	156
Total ³⁾	3 425 \$	512 \$	3 937 \$
	Au 31 octobre 2008		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts-auto/locations	2 204 \$	299 \$	2 503 \$
Prêts pour matériel	969	63	1 032
Créances clients	205	91	296
Prêts hypothécaires à l'habitation			
du Réseau canadien	89	2	91
Prêts pour régime de retraite	156	3	159
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	161	91	252
Total ³⁾	3 784 \$	549 \$	4 333 \$

1) Les actifs financés sont comptabilisés au coût initial.

2) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale et aux lettres de garantie.

3) Ces actifs proviennent en substance du Canada.

La quasi-totalité des actifs des fonds multicédants ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Environ 21 % des actifs financés ont obtenu une cote AAA de la part d'agences de notation externes au 31 janvier 2009, et le reste a une cote AA- ou supérieure selon le programme de notation interne de la Banque. Ces fonds multicédants ne se composaient que d'actifs de première qualité au 31 janvier 2009. La période de remboursement moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,1 an, et 68 % de ceux-ci arrivent à échéance à moins de 3 ans. Ces deux fonds multicédants ne sont nullement exposés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis.

États-Unis

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement au fonds multicédant aux États-Unis découle des concours de trésorerie et des rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 12,2 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (12,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Au 31 janvier 2009, le papier commercial en circulation détenu dans le fonds multicédant aux États-Unis administré par la Banque totalisait 7,3 milliards de dollars (8,4 milliards de dollars au 31 octobre 2008). À la fin du trimestre, la Banque détenait moins de 1 % du papier commercial émis par ce fonds multicédant.

Une tranche importante des actifs du fonds multicédant ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par le fonds multicédant est assorti d'un concours de trésorerie qui lui est propre et fourni par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs servant à éponger les pertes relatives aux actifs en souffrance, s'il y a lieu, qui sont en sus des pertes assumées par des rehaussements de crédit propres à des actifs particuliers et des billets secondaires émis par le fonds multicédant. Les conventions de liquidités que la Banque a conclues avec le fonds multicédant exigent généralement de celle-ci qu'elle finance la valeur nominale intégrale de l'ensemble des actifs, y compris les actifs en souffrance, le cas échéant.

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs achetés et détenus par le fonds multicédant américain de la Banque au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008, par risques sous-jacents :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 janvier 2009		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Créances sur cartes de crédit/			
sur prêts à la consommation	701 \$	680 \$	1 381 \$
Prêts-auto/locations	3 091	727	3 818
Créances clients	1 981	2 429	4 410
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	208	999	1 207
Titres diversifiés adossés à			
des actifs	936	19	955
Prêts aux sociétés ³⁾	411	37	448
Total ⁴⁾	7 328 \$	4 891 \$	12 219 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2008		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Créances sur cartes de crédit/			
sur prêts à la consommation	1 318 \$	641 \$	1 959 \$
Prêts-auto/locations	2 894	1 160	4 054
Créances clients	2 161	1 855	4 016
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	690	652	1 342
Titres diversifiés adossés à			
des actifs	932	19	951
Prêts aux sociétés ³⁾	417	50	467
Total ⁴⁾	8 412 \$	4 377 \$	12 789 \$

1) Les actifs financés sont comptabilisés au coût initial.

2) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale sous la forme de conventions d'achat d'actifs.

3) Ces actifs représentent des prêts garantis auxquels des agences de notation externes ont attribué une cote de grande qualité.

4) Ces actifs proviennent des États-Unis.

Au 31 janvier 2009, environ 83 % des actifs financés du fonds multicédant avaient reçu une cote A ou supérieure, soit de la part d'agences de notation externes (40 %) ou selon le programme de notation interne de la Banque (43 %). Ce fonds multicédant ne contenait que des actifs de première qualité au 31 janvier 2009. La période de remboursement moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,3 an, et 64 % de ceux-ci arrivent à échéance dans moins de 5 ans.

Le fonds multicédant est composé de placements répartis entre deux groupes de titres diversifiés adossés à des actifs. Les actifs sous-jacents à ces titres se composent principalement de prêts aux particuliers, notamment les prêts sur la valeur nette d'une maison aux États-Unis, les prêts aux étudiants et les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis quant à ces titres était très faible, ne se chiffrant ainsi qu'à environ 28 millions de dollars au 31 janvier 2009 (28 millions de dollars au 31 octobre 2008). Ces groupes sont garantis par des assureurs spécialisés et, au 31 janvier 2009, ils avaient obtenu une cote de première qualité selon le programme de notation interne de la Banque. Si ce n'était de ces garanties, certains des actifs sous-jacents aux titres adossés à des actifs diversifiés n'auraient pas une cote de première qualité.

Après le 31 janvier 2009, des changements ont été apportés aux cotes attribuées à un assureur spécialisé par des agences externes (se reporter à la rubrique « Risques liés aux assureurs spécialisés », à la page 11). D'après l'évaluation initiale par la Banque de la situation actuelle, la comptabilisation de ce fonds multicédant demeure inchangée.

Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque

Les concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants qui ne sont pas administrés par la Banque totalisaient 1,2 milliard de dollars au 31 janvier 2009 (1,2 milliard de dollars au 31 octobre 2008), et ces concours visaient tous des fonds multicédants administrés par des tiers des États-Unis. Les actifs contenus dans ces fonds multicédants non parrainés par la Banque et non administrés par celle-ci sont presque entièrement composés de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers. Environ 84 % de ces actifs ont obtenu une cote AAA ou AA de la part d'agences de notation externes, le reste des actifs ayant obtenu une cote de première qualité selon le programme de notation interne de la Banque. La majeure partie des concours de trésorerie ont une durée initiale de 364 jours, prorogeable au gré de la Banque. La durée moyenne pondérée des

actifs sous-jacents contenus dans ces fonds multicédants est d'environ deux ans. Ces fonds multicédants ne comportent aucune créance hypothécaire à risque élevé des États-Unis.

Instruments de financement

La Banque a recours à des structures d'accueil pour faciliter le financement économique de ses propres activités. La Banque possède deux structures d'accueil : Fiducie de Capital Banque Scotia et Fiducie de billets secondaires Banque Scotia, qui sont des EDDV et qui ne sont pas consolidées au bilan, étant donné que la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Les titres fiduciaires de la Banque Scotia et les billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia émis par ces fiducies ne sont pas présentés dans le bilan consolidé bien qu'ils soient admissibles à titre de capital réglementaire. Les billets de dépôt émis par la Banque à l'intention de Fiducie de Capital Banque Scotia et de Fiducie de billets secondaires Banque Scotia sont comptabilisés au poste « Dépôts ». Le total des dépôts provenant de ces fiducies et comptabilisés par la Banque s'établissait à 3,4 milliards de dollars au 31 janvier 2009, soit le même montant qu'au trimestre précédent. La Banque a inscrit des intérêts débiteurs de 50 millions de dollars à l'égard de ces dépôts au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 51 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008.

Autres arrangements hors bilan

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation dans le but de diversifier ses sources de financement, étant donné qu'il s'agit d'un moyen financièrement avantageux de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a encore titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 4,8 milliards de dollars, ce qui a porté le solde des prêts hypothécaires titrisés à 16,4 milliards de dollars au 31 janvier 2009, contre 12,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a reculé de 5 % depuis le 31 octobre 2008. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 85 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 67 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Dividende par action ordinaire

Dans le cadre de sa réunion tenue le 2 mars 2009, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,49 \$ par action ordinaire. Ce dividende trimestriel sera versé le 28 avril 2009 aux actionnaires inscrits le 7 avril 2009.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Veuillez consulter la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires pour connaître les changements aux conventions comptables qui ont été adoptés par la Banque au cours du premier trimestre de 2009.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2008.

Adoption des normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les IFRS en remplacement des principes comptables généralement reconnus du Canada pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. En ce qui a trait à la Banque, les IFRS s'appliqueront aux états financiers intermédiaires et annuels de ses exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2011, y compris l'établissement et la présentation de chiffres comparatifs pour l'exercice précédent.

Afin de se préparer à ce passage aux IFRS, la Banque a mis au point un plan d'exécution à l'intention des échelons supérieurs et défini une structure de gouvernance officielle faisant intervenir les membres de la haute direction de tous les services concernés. En outre, la Banque a entrepris l'évaluation de l'incidence des principales différences en matière de comptabilité entre les IFRS et les PCGR du Canada, au moyen, entre autres, d'une analyse des conséquences sur les processus, les systèmes et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Des renseignements à jour sur le progrès du plan d'exécution ainsi que sur l'incidence éventuelle de l'adoption des IFRS sur la communication d'information seront dorénavant fournis dans les rapports intermédiaires et annuels, jusqu'au passage complet en 2012.

Perspectives

La récession s'aggrave aux États-Unis, en Europe et au Japon et elle continue de peser sur la croissance mondiale, tout comme certains problèmes persistants dans le secteur financier et le resserrement rapide des flux des échanges commerciaux internationaux.

Même s'il est prévu que la conjoncture des marchés économiques et financiers demeurera difficile au cours des prochains mois, les gouvernements et les banques centrales partout dans le monde prennent des mesures proactives afin de stabiliser le système financier international, d'améliorer la situation du crédit et de stimuler la demande à l'échelle mondiale. La diminution des pressions inflationnistes a eu pour conséquence de réduire les taux d'intérêt à court terme à leur niveau le plus bas jamais vu dans de nombreux pays. Toutes ces mesures extraordinaires contribueront à atténuer les conséquences du ralentissement et elles devraient favoriser une reprise économique en 2010.

Les excellents résultats obtenus au premier trimestre permettent à la Banque de croire qu'elle prend les mesures appropriées pour faire face aux défis actuels. Même si les résultats de la Banque pour l'exercice demeureront tributaires du ralentissement économique mondial et de l'incertitude qui plane sur les marchés financiers, elle maintient le cap sur les objectifs qu'elle a établis au début de l'exercice.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultat sectoriel			
Revenu d'intérêts net ²⁾	1 146 \$	1 160 \$	991 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	155	107	91
Autres revenus	556	554	519
Frais autres que d'intérêts	934	939	889
Charge d'impôts	175	202	157
Bénéfice net³⁾	438 \$	466 \$	373 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	25,8 %	38,0 %	30,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	189 \$	185 \$	168 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Se reporter à la note 4 au bas de la page 18 pour de plus amples renseignements.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Le Réseau canadien a déclaré un bénéfice net respectable de 438 millions de dollars au premier trimestre de 2009, en hausse de 65 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, le bénéfice net a régressé de 28 millions de dollars, ou de 6 %. Le rendement des capitaux propres a été de 25,8 % contre 30,6 % un an auparavant.

L'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 21 milliards de dollars, ou de 13 %, par rapport au premier trimestre de 2008, par suite surtout de la croissance de l'ordre de 12 milliards de dollars, ou de 11 %, des prêts hypothécaires résidentiels. Le volume des prêts aux particuliers, y compris les cartes de crédit, ainsi que celui des prêts aux entreprises ont également augmenté. Les dépôts de particuliers ont progressé de 9 milliards de dollars, ou de 12 %, donnant lieu à des gains de part du marché d'un exercice à l'autre. Des progrès ont en outre été marqués dans les comptes d'épargne à intérêt élevé, dans les dépôts à terme de particuliers ainsi que dans les comptes d'épargne et les comptes de chèques. Les dépôts autres que de particuliers se sont appréciés de 16 % en raison de la croissance enregistrée tant dans les comptes courants que dans les comptes de dépôts à terme autres que de particuliers. En regard de celui du trimestre précédent, l'actif moyen avant les titrisations a enregistré une progression de 4 milliards de dollars, ou de 2 %, progression soutenue par la croissance des prêts hypothécaires aux particuliers et des prêts aux particuliers, ainsi que par l'acquisition d'une participation importante dans CI Financial. Les dépôts ont augmenté de 6 % sous l'effet de la progression des comptes d'épargne à intérêt élevé, des comptes courants et de dépôts à terme de particuliers, ainsi que de l'incidence, pour un trimestre complet, de l'acquisition d'E*Trade.

Le total des revenus a crû de 192 millions de dollars, ou de 13 %, comparativement à celui de la période correspondante de 2008, en raison de l'augmentation du revenu d'intérêts net et des autres revenus. D'un trimestre à l'autre, le total des revenus a diminué de 12 millions de dollars, ou de 1 %, du fait d'un revenu d'intérêts net moins élevé.

Le revenu d'intérêts net de 1 146 millions de dollars s'inscrit en hausse de 155 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent, ayant tiré profit de la baisse des taux d'intérêt de financement et d'une forte croissance des volumes, tant en ce qui concerne l'actif moyen que les dépôts. La plupart des produits ont enregistré une croissance sur le plan du volume, notamment les services bancaires aux particuliers, aux petites entreprises et aux entreprises. En regard de celui du trimestre précédent, le revenu d'intérêt net a fléchi de 1 %, reflétant les pressions sur l'établissement des prix des dépôts exercées par la

concurrence, l'augmentation du coût des liquidités atténuée par l'incidence de la baisse des taux d'intérêt de financement et l'accroissement de l'écart entre le taux d'intérêt préférentiel et celui des acceptations bancaires. La marge a diminué de 8 points de base, passant à 2,41 %.

Pour leur part, les autres revenus ont progressé de 37 millions de dollars, ou de 7 %, en comparaison avec ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en partie en raison du placement dans CI Financial et de l'acquisition d'E*Trade. Compte non tenu de ces éléments, les autres revenus se sont élevés de 11 millions de dollars, ou de 2 %, puisque les hausses enregistrées au sein des groupes Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises ont été atténuées par le recul enregistré au sein du groupe Gestion de patrimoine, lequel reflète les conditions défavorables des marchés. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus sont demeurés sensiblement inchangés. Compte non tenu des acquisitions susmentionnées, les autres revenus se sont contractés de 17 millions de dollars, ou de 3 %, en grande partie en raison du déclin des revenus tirés de la Gestion du patrimoine lié à la conjoncture.

La dotation à la provision pour pertes sur créances des portefeuilles du Réseau canadien s'est établie à 155 millions de dollars, en hausse de 91 millions de dollars par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 107 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Les dotations à l'égard des prêts aux particuliers se sont accrues depuis le dernier exercice, essentiellement en raison d'une hausse des volumes au sein du portefeuille de prêts automobiles indirects, y compris Avantage Concessionnaire Scotia. Les dotations à l'égard des services bancaires aux petites entreprises et aux entreprises ont également augmenté légèrement d'un exercice à l'autre. L'appréciation par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par la majoration des dotations à l'égard des prêts aux particuliers au sein du groupe Avantage Concessionnaire Scotia et par le haut taux de recouvrement à l'égard des autres prêts aux particuliers au cours du dernier trimestre.

Les frais autres que d'intérêts ont crû de 5 % en regard de ceux du premier trimestre de l'exercice précédent, en partie en raison des acquisitions et de l'incidence sur un exercice complet des projets de 2008, lesquelles ont été en partie contrebalancées par la diminution des frais liés aux volumes. Les frais sont demeurés relativement inchangés par rapport à ce qu'ils étaient au dernier trimestre du fait de la réduction saisonnière des frais et des dépenses liés à des projets, réduction en partie annulée par une majoration de la rémunération à base d'actions et de la rémunération liée à la performance.

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultat sectoriel			
Revenu d'intérêts net ²⁾	947 \$	940 \$	731 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	116	90	30
Autres revenus	471	228	309
Frais autres que d'intérêts	772	753	568
Charge d'impôts	114	75	122
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	23	31
Bénéfice net³⁾	388 \$	227 \$	289 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	17,2 %	10,5 %	19,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	95 \$	88 \$	70 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Se reporter à la note 4 au bas de la page 18 pour de plus amples renseignements.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Pour le premier trimestre, le bénéfice net du secteur Opérations internationales s'est établi à 388 millions de dollars, en hausse de 99 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport à celui de l'exercice précédent et de 161 millions de dollars, ou de 71 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence favorable de 66 millions de dollars de la conversion des devises comparativement à l'exercice précédent et de 31 millions de dollars d'un trimestre à l'autre, de même que des charges des trimestres précédents au titre des ajustements d'évaluation, les augmentations se sont chiffrées à 3 % et à 12 %, respectivement. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 17,2 %, contre 19,6 % pour l'exercice précédent.

L'actif moyen a enregistré une hausse de 25 milliards de dollars, ou 36 %, par rapport à celui de l'exercice précédent pour atteindre 95 milliards de dollars, en raison notamment de l'incidence positive de 16 % de la conversion des devises. Les acquisitions réalisées au Chili, au Pérou et en Amérique centrale ont représenté un apport de 4 milliards de dollars. Bien que la croissance ait été plus modeste au cours du trimestre considéré, l'incidence pour la totalité du trimestre de la croissance au cours des périodes antérieures a entraîné une progression de 10 milliards de dollars des actifs moyens sur douze mois. La croissance des dépôts à faible coût a également été appréciable, s'établissant à 22 % ou 9 % compte tenu de la conversion des devises. Par rapport au trimestre précédent, l'actif moyen a augmenté de 2 % compte non tenu de l'incidence favorable de la conversion des devises.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 418 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 378 millions de dollars, ou 36 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et en hausse de 250 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à celui du trimestre précédent; ce résultat tient compte de l'incidence favorable respective de 14 % et de 4 % de la conversion des devises.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 947 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 216 millions de dollars, ou 30 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et en hausse de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence positive de la conversion des devises et de l'incidence négative des ajustements d'évaluation apportés au dernier trimestre, les résultats ont affiché une hausse de 155 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et une baisse de 8 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent. L'augmentation sous-jacente par rapport à l'exercice précédent découle de la croissance vigoureuse des prêts existants dans tout le secteur pour ce qui est des activités existantes de même que de l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts a reculé par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celle du trimestre précédent en raison des variations de la juste valeur des

instruments financiers servant à la gestion de l'actif et du passif et du rétrécissement des marges au Pérou.

Les autres revenus ont grimpé de 162 millions de dollars, ou 52 %, comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu de l'incidence positive de la conversion des devises et des ajustements d'évaluation favorables. L'augmentation résiduelle de 55 millions de dollars, ou 16 %, résulte des revenus robustes tirés des opérations de change ainsi que de la croissance généralisée des revenus liés aux opérations. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 243 millions de dollars pour atteindre 471 millions de dollars. La hausse tient à l'incidence positive de la conversion des devises, aux variations des ajustements d'évaluation et aux facteurs susmentionnés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances des Opérations internationales s'est chiffrée à 116 millions de dollars pour le trimestre considéré, contre 30 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 90 millions de dollars pour le trimestre précédent. L'augmentation en regard du trimestre correspondant de 2008 est imputable en grande partie à la croissance de l'actif du portefeuille de prêts aux particuliers découlant des acquisitions au Pérou et au Chili, ainsi qu'aux dotations plus importantes à l'égard des prêts aux particuliers au Mexique. La hausse par rapport au dernier trimestre résulte des dotations plus importantes à l'égard des prêts aux particuliers, essentiellement au Pérou et au Chili, et d'une nouvelle dotation à la provision relative à un compte commercial au Mexique. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par l'accroissement des reprises de provisions et des recouvrements nets dans les portefeuilles de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 772 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 36 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse tient compte de l'incidence défavorable de 59 millions de dollars de la conversion des devises et d'une hausse de 58 millions de dollars liée aux acquisitions. Le reste de la hausse découle principalement des recouvrements de frais en Amérique latine à l'exercice précédent et de l'augmentation des frais liés aux locaux, à la technologie, aux communications et à la rémunération attribuable à la croissance des activités et à l'ouverture de nouvelles succursales. Comparativement au trimestre précédent, les frais se sont accrus de 19 millions de dollars, ou 2 %, compte tenu de l'incidence défavorable de 1 % de la conversion des devises.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22 % pour le trimestre écoulé, contre 28 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 24 % pour le trimestre précédent. Ces diminutions sont attribuables à l'accroissement des bénéfices réalisés dans des territoires à faible taux d'imposition au cours du trimestre, principalement en Asie, de même qu'à une baisse du taux d'imposition effectif au Mexique.

Scotia Capitaux

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultat sectoriel			
Revenu d'intérêts net ²⁾	338 \$	331 \$	274 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	10	10	(10)
Autres revenus	366	(99)	131
Frais autres que d'intérêts	291	249	191
Charge d'impôts	103	(71)	33
Bénéfice net³⁾	300 \$	44 \$	191 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	22,4 %	3,6 %	22,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	194 \$	169 \$	157 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Se reporter à la note 4 au bas de la page 18 pour de plus amples renseignements.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Le bénéfice net enregistré par Scotia Capitaux au cours du trimestre à l'étude a été solide, s'établissant à 300 millions de dollars, en hausse de 109 millions de dollars, ou de 57 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2008 et de 256 millions de dollars par rapport à celui du trimestre dernier. Cette dernière hausse reflète les modifications apportées au quatrième trimestre en rapport avec certaines activités de transaction et certains ajustements d'évaluation. Les hausses sous-jacentes en comparaison avec l'exercice et le trimestre précédents s'expliquent en grande partie par l'accroissement considérable des revenus à l'échelle de l'entreprise, lequel a été atténué par des dépenses plus importantes. Le rendement des capitaux propres, solide, s'est établi à 22,4 %, soit à un taux similaire à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et beaucoup plus élevé que celui du dernier trimestre.

Le total de l'actif moyen s'est accru de 23 % en regard de celui de l'exercice précédent, pour s'établir à 194 milliards de dollars. La moyenne des prêts et acceptations aux sociétés a grimpé de 19 milliards de dollars pour l'ensemble des activités de prêt de la société. La croissance la plus marquée, à hauteur de 12 milliards de dollars, a été constatée aux États-Unis en partie en raison de l'incidence du fléchissement de la valeur du dollar canadien. Par ailleurs, une hausse de 24 milliards de dollars des actifs dérivés moyens, et une augmentation correspondante des passifs dérivés, ont été constatées. Ces augmentations ont été atténuées par le recul à hauteur de 12 milliards de dollars des titres détenus à des fins de transaction et des prêts. L'appréciation de l'actif moyen par rapport à celui du dernier trimestre traduit la croissance des prêts et acceptations aux sociétés et des actifs dérivés (ainsi qu'une croissance correspondante des passifs dérivés) à hauteur respectivement de 10 milliards de dollars et de 16 milliards de dollars, progression annulée en partie par la contraction de 7 milliards de dollars des titres détenus à des fins de transaction et des prêts.

Le total des revenus, chiffré à 704 millions de dollars, a atteint son niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 2002, et il s'est inscrit en hausse de 299 millions de dollars, ou de 74 %, comparativement à celui du premier trimestre de l'exercice précédent, lequel tenait compte de pertes de 122 millions de dollars attribuables à certains instruments de crédit structuré et aux risques liés à un assureur spécialisé. Le rendement du trimestre à l'étude traduit les fortes augmentations des revenus tirés des groupes Marchés des capitaux mondiaux et Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux malgré les conditions économiques actuelles difficiles. L'accroissement de 472 millions de dollars par rapport au dernier trimestre s'explique en partie par les charges de 503 millions de dollars engagées au trimestre précédent en rapport avec certaines activités de transaction et certains ajustements d'évaluation, ainsi que par le rendement élevé des revenus sous-jacents au sein de l'ensemble des secteurs d'activité de la société au cours du trimestre à l'étude.

Le revenu d'intérêts net chiffré à 338 millions de dollars s'est apprécié de 64 millions de dollars, ou de 23 %, comparativement à celui de l'exercice précédent en raison de l'accroissement des volumes de prêts, des marges sur intérêts et des commissions de montage de prêts. Cette appréciation a été en partie annulée par une réduction des intérêts provenant des activités de transaction. La hausse constatée du revenu d'intérêts net par rapport à celui du trimestre précédent est attribuable aux mêmes facteurs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de Scotia Capitaux s'est chiffrée à 10 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit à un niveau identique à celui du dernier trimestre, mais plus élevé que celui du premier trimestre de l'exercice précédent, alors que des reprises de provisions nettes totalisant 10 millions de dollars avaient été constatées.

S'établissant à 366 millions de dollars, les autres revenus ont bondi de 179 %, ou de 235 millions de dollars, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les autres revenus tirés du groupe Marchés des capitaux mondiaux ont augmenté de 181 millions de dollars, ce qui traduit le niveau record des revenus tirés des activités liées aux métaux précieux et aux titres à revenu fixe. En outre, les revenus tirés des opérations de change ont atteint leur second niveau le plus élevé de tous les temps, en-deçà des résultats record du dernier trimestre. Le secteur a également profité de la très forte croissance des revenus tirés de transactions sur titres institutionnels et des commissions de prise ferme, partiellement contrebalancée par les pertes de transaction sur dérivés. Les autres revenus tirés du groupe Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux se sont accrus de 45 % en raison des revenus tirés des services bancaires d'investissement, qui ont atteint un niveau record, et des commissions de crédit et sur acceptations découlant des activités de prêt, lesquelles sont en hausse. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont augmenté de 465 millions de dollars, essentiellement du fait des bons résultats enregistrés au cours du trimestre à l'étude et de l'incidence des pertes découlant de certaines activités de transaction et de certains ajustements d'évaluation constatées au dernier trimestre.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 291 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 100 millions de dollars en regard de ceux de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'accroissement de la rémunération liée à la performance. Les salaires, les autres charges de personnel, de même que les coûts liés à la technologie et au soutien ont tous augmenté parallèlement à la croissance des activités sous-jacentes. En comparaison de ceux du trimestre précédent, la rémunération liée à la performance, les coûts liés à la technologie et les taxes sur le capital plus élevés ont en quelque sorte été annulés par la réduction des autres charges de personnel.

Autres¹⁾

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultat sectoriel			
Revenu d'intérêts net ³⁾⁴⁾	(465) \$	(490) \$	(182) \$
Autres revenus	(8)	(133)	66
Frais autres que d'intérêts	13	3	21
Charge d'impôts ³⁾	(202)	(204)	(119)
Bénéfice net (perte)⁵⁾	(284) \$	(422) \$	(18) \$
Autres données			
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	51 \$	39 \$	34 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

3) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 janvier 2009 (70 \$), le 31 octobre 2008 (95 \$) et le 31 janvier 2008 (118 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

4) Historiquement, les actifs et les passifs étaient établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros. Au premier trimestre de 2009, en raison de la conjoncture actuelle, la Banque a modifié ses prix de cession interne afin d'inclure une charge au titre des primes de liquidité dans le coût des fonds affectés aux secteurs d'activité. L'incidence nette de ce changement a été la réduction du revenu d'intérêts net des trois principaux secteurs d'activité, facteur qui a été atténué par la réduction de la charge d'intérêts nets du secteur Autres.

5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Le secteur Autres a enregistré une perte de 284 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à une perte de 18 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent et de 422 millions de dollars au trimestre précédent. Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 70 millions de dollars pour le trimestre écoulé, contre 118 millions de dollars à la période comparable de 2008 et 95 millions de dollars au trimestre précédent.

Le total des revenus est négatif de 473 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit 357 millions de dollars de moins qu'au même trimestre de l'exercice précédent, mais 150 millions de dollars de plus qu'au dernier trimestre.

Le revenu d'intérêts net est négatif de 465 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente un recul de 283 millions de dollars par rapport à celui du même trimestre de 2008 et une amélioration de 25 millions de dollars en regard de celui du trimestre précédent. Cette variation sur douze mois est principalement attribuable à l'incidence défavorable des coûts de financement à terme relativement élevés en comparaison avec les prix de gros à la baisse utilisés aux fins de l'établissement des prix de cession interne entre les secteurs d'activité. Les variations de la juste valeur des instruments financiers ayant servi à la gestion de l'actif et du passif sont défavorables par rapport à l'exercice précédent, mais favorables par rapport au trimestre précédent.

Les autres revenus, négatifs de 8 millions de dollars au premier trimestre, sont de 74 millions de dollars inférieurs à il y a un an, mais de 125 millions de dollars supérieurs à ceux du trimestre précédent. Cette diminution par rapport aux autres revenus du dernier exercice s'explique surtout par les réductions de valeur pour dépréciation des titres disponibles à la vente découlant de la détérioration soutenue des conditions économiques et du recul des marchés des actions. Cette diminution a été partiellement compensée par la hausse des revenus tirés des activités de titrisation. La bonification par rapport au dernier trimestre, atténuée par les réductions de valeur pour dépréciation des titres disponibles à la vente (compte tenu des gains sur titres), reflète l'augmentation des revenus tirés des activités de titrisation ainsi que l'incidence de certaines charges et de certains ajustements d'évaluation pris en compte au dernier trimestre.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 13 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 8 millions de dollars par rapport à il y a un an, mais en hausse de 10 millions de dollars sur le trimestre précédent surtout du fait d'une hausse des dépenses liées aux projets de titrisation.

Total

Pour les trimestres terminés les

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Résultat sectoriel			
Revenu d'intérêts net	1 966 \$	1 941 \$	1 814 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	281	207	111
Autres revenus	1 385	550	1 025
Frais autres que d'intérêts	2 010	1 944	1 669
Charge d'impôts	190	2	193
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	23	31
Bénéfice net¹⁾	842 \$	315 \$	835 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ²⁾	16,9 %	6,0 %	18,3 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	529 \$	481 \$	429 \$

1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

Faits saillants par secteur géographique

Pour les trimestres terminés les

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Bénéfice net par secteur géographique			
Canada	361 \$	368 \$	503 \$
États-Unis	23	(211)	24
Mexique	57	78	64
Autres pays	559	279	258
Redressements du siège social	(158)	(199)	(14)
Bénéfice net¹⁾	842 \$	315 \$	835 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>			
Canada	330 \$	306 \$	285 \$
États-Unis	51	34	29
Mexique	21	20	20
Autres pays	117	111	86
Redressements du siège social	10	10	9
	529 \$	481 \$	429 \$

1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Chiffres clés pour les trimestres

Pour les trimestres terminés les

	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007
Total des revenus <i>(en millions de dollars)</i>	3 351 \$	2 491 \$	3 374 \$	3 172 \$	2 839 \$	3 078 \$	3 201 \$	3 102 \$
Total des revenus (BMEF ¹⁾) <i>(en millions de dollars)</i>	3 421	2 586	3 477	3 272	2 957	3 294	3 302	3 211
Bénéfice net <i>(en millions de dollars)</i>	842	315	1 010	980	835	954	1 032	1 039
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,80	0,28	0,99	0,97	0,83	0,95	1,03	1,04
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,80	0,28	0,98	0,97	0,82	0,95	1,02	1,03

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

Données sur les actions

	Au 31 janvier 2009
<i>(en milliers d'actions en circulation)</i>	
Actions ordinaires	1 012 447¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 14	13 800⁴⁾
Actions privilégiées Série 15	13 800⁵⁾
Actions privilégiées Série 16	13 800⁶⁾
Actions privilégiées Série 17	9 200⁷⁾
Actions privilégiées Série 18	13 800^{8,9)}
Actions privilégiées Série 20	14 000^{8,10)}
Actions privilégiées Série 22	12 000^{8,11)}
Actions privilégiées Série 24	10 000^{8,12)}
Actions privilégiées Série 26	13 000^{8,13)}
Actions privilégiées Série 28	11 000^{8,14)}
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500¹⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁶⁾
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia	1 000¹⁶⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires	27 083^{1,17)}

1) Au 19 février 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 1 013 035 et à 26 473. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

6) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 29 janvier 2008, qui a été de 0,39195 \$ par action.

7) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 28 avril 2008, qui a été de 0,33753 \$ par action.

8) Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion.

9) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 29 juillet 2008 et s'est établi à 0,4315 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période initiale de cinq ans à taux fixe, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 2,05 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

10) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 29 juillet 2008 et s'est établi à 0,1678 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 octobre 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,70 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

11) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 28 janvier 2009 et s'est établi à 0,4829 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,88 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

12) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, lorsqu'il sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,5865 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3906 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 3,84 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

13) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, lorsqu'il sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,41524 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,390625 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,14 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

14) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, lorsqu'il sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,37671 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,390625 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,46 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

15) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

16) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

17) Comprend 20 632 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 17 des états financiers consolidés du 31 octobre 2008 publiés dans le Rapport annuel 2008, et à la note 6 figurant à la page 26 du présent rapport.

État consolidé des résultats

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu d'intérêts			
Prêts	4 137 \$	4 321 \$	3 825 \$
Titres	868	1 054	1 168
Titres pris en pension	156	183	229
Dépôts auprès d'autres banques	209	255	319
	5 370	5 813	5 541
Frais d'intérêts			
Dépôts	2 752	3 201	3 078
Débitures subordonnées	63	56	24
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	9	9	9
Autres	580	606	616
	3 404	3 872	3 727
Revenu d'intérêts net	1 966	1 941	1 814
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 4)	281	207	111
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 685	1 734	1 703
Autres revenus			
Revenus sur cartes	113	107	95
Services de dépôt et de paiement	231	222	207
Fonds communs de placement	80	78	78
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	178	189	186
Commissions de crédit	185	142	133
Revenus de transaction	180	(41)	(44)
Services de banque d'investissement	287	189	164
Gain net (perte nette) sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	(144)	(543)	20
Autres	275	207	186
	1 385	550	1 025
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 070	2 284	2 728
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux	1 130	1 058	978
Locaux et technologie ¹⁾	388	382	321
Communications	90	89	75
Publicité et prospection	78	96	69
Honoraires	54	59	45
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	50	24	14
Autres frais ¹⁾	220	236	167
	2 010	1 944	1 669
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 060	340	1 059
Charge d'impôts	190	2	193
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	23	31
Bénéfice net	842 \$	315 \$	835 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	37	32	21
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	805 \$	283 \$	814 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>)			
De base	1 001	990	985
Dilué	1 003	994	992
Bénéfice par action ordinaire (<i>en dollars</i>) ²⁾			
De base	0,80 \$	0,28 \$	0,83 \$
Dilué	0,80 \$	0,28 \$	0,82 \$
Dividendes par action ordinaire (<i>en dollars</i>)	0,49 \$	0,49 \$	0,47 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître les modifications de conventions comptables afférentes à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

2) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

	Aux		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Actif			
Liquidités			
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	3 007 \$	2 574 \$	2 816 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	27 261	32 318	29 431
Métaux précieux	3 529	2 426	4 164
	33 797	37 318	36 411
Titres			
Détenus à des fins de transaction	50 529	48 292	60 702
Disponibles à la vente	43 788	38 823	32 992
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	3 266	920	788
	97 583	88 035	94 482
Titres pris en pension	14 182	19 451	20 362
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	111 984	115 084	105 532
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	51 674	50 719	43 513
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	130 182	125 503	101 389
	293 840	291 306	250 434
Provision pour pertes sur créances (note 4)	2 706	2 626	2 451
	291 134	288 680	247 983
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 144	11 969	12 518
Instruments dérivés	43 526	44 810	25 217
Terrains, bâtiments et matériel ¹⁾	2 422	2 449	2 240
Écart d'acquisition	2 820	2 273	1 266
Autres actifs incorporels ¹⁾	561	521	493
Autres actifs	10 660	12 119	8 450
	73 133	74 141	50 184
	509 829 \$	507 625 \$	449 422 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	122 648 \$	118 919 \$	108 219 \$
Entreprises et administrations publiques	198 887	200 566	175 772
Banques	25 035	27 095	32 806
	346 570	346 580	316 797
Autres			
Acceptations	13 144	11 969	12 518
Obligations relatives aux titres mis en pension	35 578	36 506	32 967
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	11 963	11 700	13 570
Instruments dérivés	43 831	42 811	25 046
Autres passifs	29 474	31 063	25 333
Participation sans contrôle dans les filiales	549	502	548
	134 539	134 551	109 982
Débitures subordonnées (note 5)	5 407	4 352	2 150
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	500	500	500
Capitaux propres			
Capital-actions			
Actions privilégiées (note 6)	3 710	2 860	1 865
Actions ordinaires	4 496	3 829	3 614
Bénéfices non répartis	18 853	18 549	17 809
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 7)	(4 246)	(3 596)	(3 295)
	22 813	21 642	19 993
	509 829 \$	507 625 \$	449 422 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître les modifications de conventions comptables afférentes à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	2 860 \$	1 635 \$
Émissions	850	230
Solde à la fin de la période	3 710	1 865
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 829	3 566
Émissions	667	48
Solde à la fin de la période	4 496	3 614
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	18 549	17 460
Bénéfice net	842	835
Dividendes : actions privilégiées	(37)	(21)
actions ordinaires	(493)	(463)
Autres	(8)	(2)
Solde à la fin de la période	18 853	17 809
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(3 596)	(3 857)
Autres éléments du résultat étendu	(650)	562
Solde à la fin de la période	(4 246)	(3 295)
Total des capitaux propres à la fin de la période	22 813 \$	19 993 \$

État consolidé du résultat étendu

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Résultat étendu		
Bénéfice net	842 \$	835 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice (note 7)		
Variation nette des pertes de change non réalisées	(126)	885
Variation nette des gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente	(386)	(60)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(138)	(263)
Autres éléments du résultat étendu	(650)	562
Résultat étendu	192 \$	1 397 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés les

Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	842 \$	835 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	102	239
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	80	244
Titres détenus à des fins de transaction	(2 351)	(331)
Actifs dérivés	2 012	(1 127)
Passifs dérivés	337	(1 742)
Autres, montant net	(2 335)	838
	(1 313)	(1 044)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	(1 425)	17 330
Obligations relatives aux titres mis en pension	(437)	4 229
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	247	(2 766)
Débiteures subordonnées émises	1 000	394
Actions privilégiées émises	600	230
Actions ordinaires émises	167	36
Dividendes versés en espèces	(530)	(484)
Autres, montant net	352	1 426
	(26)	20 395
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	2 951	(5 179)
Titres pris en pension	4 872	2 537
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(6 812)	(13 510)
Titrisations de prêts	4 763	550
Titres détenus à des fins autres que de transaction, montant net	(2 389)	(2 035)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(51)	(79)
Autres, montant net ¹⁾	(1 563)	(1 046)
	1 771	(18 762)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	89
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	433	678
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 574	2 138
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ²⁾	3 007 \$	2 816 \$
Décaissements effectués au titres des éléments suivants :		
Intérêts	3 614 \$	3 653 \$
Impôts sur le bénéfice	253 \$	331 \$

1) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comprend des placements dans des filiales et des sociétés associées, déduction faite d'un montant de néant au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date d'acquisition (35 \$ au 31 janvier 2008), d'un montant de 500 \$ au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant au 31 janvier 2008) et d'un montant de 250 \$ au titre des actions privilégiées à dividende non cumulatif (néant au 31 janvier 2008).

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est indiqué à la note 1.

1. Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2008, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Par suite de l'adoption de cette nouvelle norme, certains coûts liés aux logiciels qui étaient auparavant comptabilisés dans les terrains, bâtiments et matériel sont désormais inscrits dans les autres actifs incorporels au bilan consolidé. Par conséquent, un montant de 239 millions de dollars a été retiré du poste « Terrains, bâtiments et matériel » pour être reclassé au poste « Autres actifs incorporels » au 31 octobre 2008 (220 millions de dollars au 31 janvier 2008). La charge d'amortissement connexe qui était auparavant inscrite au poste « Locaux et

technologie » de la section « Frais autres que d'intérêts » de l'état consolidé des résultats est désormais comptabilisée au poste « Autres » de cette même section. Par conséquent, un montant de 15 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008 (6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008) a été retiré du poste « Locaux et technologie » de la section « Frais autres que d'intérêts » et reclassé dans le poste « Autres » de cette même section.

Les modifications de conventions comptables de l'exercice précédent sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice 2008 de la Banque.

2. Modifications futures de conventions comptables

La section qui suit résume les modifications futures de conventions comptables qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada a déterminé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière.

Ces entreprises devront appliquer les IFRS plutôt que les PCGR du Canada. En ce qui a trait à la Banque, les IFRS s'appliqueront aux états financiers intermédiaires et annuels de ses exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2011, y compris l'établissement et la présentation de chiffres comparatifs pour l'exercice précédent. La Banque procède actuellement à l'évaluation des conséquences du passage aux IFRS.

3. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées aux fins de l'évaluation de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 23,7 %, à une marge excédentaire de 1,6 % et à un taux d'actualisation de 3,0 %. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Produit net en espèces ¹⁾	4 763 \$	2 537 \$	550 \$
Droits conservés	170	80	16
Passif de gestion	(29)	(15)	(4)
	4 904	2 602	562
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	4 827	2 577	555
Gain net (perte) sur la cession ²⁾	77 \$	25 \$	7 \$

1) Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés de 847 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 (1 822 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; 1 351 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008) qui ont été titrisés et conservés par la Banque. Au 31 janvier 2009, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 6 474 \$ et ces actifs ont été classés dans les titres disponibles à la vente.

2) Déduction faite des frais d'émission.

4. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

a) Prêts douteux

	Montant brut	Provision spécifique ¹⁾	Aux	
			31 janvier 2009 Montant Net	31 octobre 2008 Montant Net
<i>(en millions de dollars)</i>				
Par type de prêt				
Prêts hypothécaires à l'habitation	788 \$	246 \$	542 \$	432 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	829	675	154	84
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 368	462	906	675
Total	2 985 \$	1 383 \$	1 602 \$	1 191 \$
Par pays				
Canada			449 \$	354 \$
États-Unis			131	80
Autres pays			1 022	757
Total			1 602 \$	1 191 \$

1) La provision spécifique pour les prêts douteux évaluée sur une base individuelle totalisait 459 \$ (462 \$ au 31 octobre 2008).

b) Provision pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Solde au début de la période	2 634 \$	2 485 \$	2 252 \$
Radiations	(283)	(278)	(194)
Recouvrements	59	77	51
Dotation à la provision pour pertes sur créances	281	207	111
Autres, y compris le redressement de change	23	143	242
Solde à la fin de la période¹⁾²⁾³⁾	2 714 \$	2 634 \$	2 462 \$

1) Au 31 janvier 2009, comprenait un montant de néant au titre des provisions spécifiques liées à l'acquisition de nouvelles filiales (89 \$ au 31 octobre 2008; 177 \$ au 31 janvier 2008).

2) Au 31 janvier 2009, 8 \$ étaient inscrits au poste « Autres passifs » (8 \$ au 31 octobre 2008; 11 \$ au 31 janvier 2008).

3) Au 31 janvier 2009, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 323 \$ (1 323 \$ au 31 octobre 2008; 1 298 \$ au 31 janvier 2008).

5. Débentures subordonnées

Des débentures subordonnées d'un montant total de 1 milliard de dollars ont été émises le 22 janvier 2009 et elles arriveront à échéance le 22 janvier 2021. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu à partir du 22 juillet 2009, au taux annuel de 6,65 % jusqu'au 22 janvier 2016. Du 22 janvier 2016 à l'échéance, les intérêts sont payables

trimestriellement à compter du 22 avril 2016 à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 5,85 %. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires compétentes. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

6. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'en évaluer la suffisance. Les objectifs et pratiques du cadre de gestion du capital de la Banque sont les mêmes que ceux qui étaient définis en date du 31 octobre 2008.

Ratios de capital réglementaire

Les deux principaux ratios de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, sont obtenus en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque correspond à l'exposition de la Banque au risque de crédit, au risque de

marché et au risque opérationnel. Il est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (le « BSIF ») à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

Les ratios minimum de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. La Banque dépassait ces seuils minimum en date du 31 janvier 2009. Le BSIF a aussi prescrit un ratio actif/capital et la Banque respectait ce seuil au 31 janvier 2009.

Le capital réglementaire de la Banque se compose du capital de catégorie 1, qui est davantage permanent, et du capital de catégorie 2. Ce capital se présente comme suit :

	Aux		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Capitaux propres présentés dans le bilan consolidé	22 813 \$	21 642 \$	19 993 \$
Composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu exclues du capital de catégorie 1			
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – titres fiduciaires	1 624	1 220	(369)
Participation sans contrôle dans les filiales	2 750	2 750	2 750
Déduction au titre de l'écart d'acquisition	549	502	548
Autres déductions du capital ¹⁾	(2 820)	(2 273)	(1 266)
Capital de catégorie 1	(2 077)	(578)	(490)
Capital de catégorie 1	22 839	23 263	21 166
Débitures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	5 357	4 227	1 859
Billets de fiducie secondaires	1 000	1 000	1 000
Autres éléments de capital, montant net ²⁾	(1 818)	(643)	(151)
Capital de catégorie 2	4 539	4 584	2 708
Capital réglementaire total	27 378	27 847	23 874
Total de l'actif pondéré en fonction du risque	239 660 \$	250 591 \$	234 876 \$
Ratios de capital			
Ratio du capital de catégorie 1	9,5 %	9,3 %	9,0 %
Ratio du capital total	11,4 %	11,1 %	10,2 %
Ratio actif/capital	18,1x	18,0x	19,2x

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

- 1) Comprend les gains nets après impôts sur la vente d'actifs titrisés, 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments.
- 2) Comprend 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments et 100 % des placements dans des sociétés d'assurance, moins la provision admissible pour pertes sur créances et le gain non réalisé net après impôts sur les titres de capitaux propres disponibles à la vente.

Opérations importantes portant sur les capitaux propres

a) Au cours du troisième trimestre de 2008, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions d'actions ordinaires de la Banque. Ce rachat représentait environ 2 % des actions ordinaires de la Banque en circulation au 30 avril 2008. L'offre s'est terminée le 11 janvier 2009. La Banque n'a pas racheté d'actions ordinaires aux termes de cette offre au cours du trimestre à l'étude.

b) Le 12 décembre 2008, la Banque a émis 14 450 867 actions ordinaires au prix de 34,60 \$ l'action dans le cadre de l'acquisition de CI Financial Corp. (« CI Financial »). Il y a lieu de se reporter à la note 11 pour obtenir plus de détails.

c) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 24 d'un montant total de 250 millions de dollars ont été émises le 12 décembre 2008 dans le cadre de l'acquisition de CI Financial. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,3906 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014. Le dividende initial, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,5865 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et 3,84 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs

d'actions privilégiées série 24 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 25 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 janvier 2014 et chaque 26 janvier tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 25 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et 3,84 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 24 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées série 24, la totalité des actions privilégiées série 24 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 25. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 24 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées série 25 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 janvier 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 janvier 2014, les actions privilégiées série 25 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

d) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 26 d'une valeur totale de 325 millions de dollars ont été émises le 21 janvier 2009. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,390625 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. Le dividende initial, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,41524 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et 4,14 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées série 26 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 27 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2014 et chaque 26 avril tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 27 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et 4,14 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 26 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées série 26, la totalité des actions privilégiées série 26 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 27. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 26 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées série 27 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2014, les actions privilégiées série 27 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

e) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 28 d'une valeur totale de 275 millions de dollars ont été émises le 30 janvier 2009. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,390625 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. Le dividende initial, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, sera versé le 28 avril 2009 et s'établira à 0,37671 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et 4,46 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées série 28 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 29 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2014 et chaque 26 avril tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 29 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et 4,46 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 28 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées série 28, la totalité des actions privilégiées série 28 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 29. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 28 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées de série 29 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2014, les actions privilégiées série 29 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

7. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2009 et des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé à cette date se présentaient comme suit :

Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates					
	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
(en millions de dollars)	31 octobre 2008		31 janvier 2009	31 octobre 2007		31 janvier 2008
Gains de change non réalisés (pertes de change non réalisées), déduction faite des activités de couverture	(2 181) \$	(126) \$	(2 307) \$¹⁾	(4 549) \$	885 \$	(3 664) \$
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	(949)	(386)	(1 335) ²⁾	639	(60)	579
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(466)	(138)	(604) ³⁾	53	(263)	(210)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 596) \$	(650) \$	(4 246) \$	(3 857) \$	562 \$	(3 295) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de 345 \$ (charge de 333 \$ au 31 janvier 2008).

2) Déduction faite d'une économie d'impôts de 495 \$ (charge de 276 \$ au 31 janvier 2008). Le solde au 31 janvier 2009 comprend des pertes non réalisées après impôts de 1 940 \$ sur les titres disponibles à la vente (277 \$ au 31 janvier 2008).

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 273 \$ (économie de 100 \$ au 31 janvier 2008).

Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Variation nette des pertes de change non réalisées		
Gains de change non réalisés (pertes de change non réalisées), montant net ¹⁾	(44) \$	1 141 \$
Pertes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net ²⁾	(82)	(256)
	(126)	885
Variation nette des gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente		
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, montant net ³⁾	(273)	8
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net ⁴⁾	(113)	(68)
	(386)	(60)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net ⁵⁾	(323)	278
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net ⁶⁾	185	(541)
	(138)	(263)
Autres éléments du résultat étendu	(650) \$	562 \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 27 \$ (économie de 94 \$ au 31 janvier 2008).

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 122 \$ (économie de 46 \$ au 31 janvier 2008).

4) Déduction faite d'une charge d'impôts de 2 \$ (charge de 16 \$ au 31 janvier 2008).

5) Déduction faite d'une économie d'impôts de 138 \$ (charge de 126 \$ au 31 janvier 2008).

6) Déduction faite d'une économie d'impôts de 83 \$ (charge de 251 \$ au 31 janvier 2008).

8. Instruments financiers

Gestion du risque

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2008.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque.

Expositions au risque de crédit

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle II appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), tandis que l'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques en ce qui a trait

à la probabilité de défaut (« PD »), à la perte en cas de défaut (« PCD ») et à l'exposition en cas de défaut (« ECD »), lesquelles expressions sont définies comme suit :

- ECD : correspond normalement à l'exposition brute prévue, soit le montant en cours au titre de l'exposition liée à des éléments figurant au bilan et le montant équivalent de prêt au titre de l'exposition liée à des éléments hors bilan.
- PD : correspond à la mesure, exprimée en pourcentage, de la probabilité que l'emprunteur se trouve en situation de défaut dans un horizon de un an.
- PCD : correspond à la mesure de la gravité de la perte sur une facilité dans l'éventualité où l'emprunteur se trouve en situation de défaut, exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaut.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle II, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers. Les pondérations de risque aux fins de l'approche standard tiennent également compte d'autres facteurs, tels que les provisions spécifiques pour les expositions en défaut, les garanties admissibles et le ratio prêt/valeur pour les expositions liées aux prêts immobiliers aux particuliers garantis.

Exposition en cas de défaut¹⁾

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009		Au 31 octobre 2008	
	Approche NI avancée ²⁾	Approche standard	Total	Total
Par sous-catégorie d'exposition				
Prêts autres qu'aux particuliers²⁾				
Montants prélevés ³⁾	142 663 \$	71 028 \$	213 691 \$	208 494 \$
Engagements non prélevés	55 897	4 067	59 964	64 870
Autres expositions ³⁾	83 880	2 972	86 852	87 713
Total – prêts autres qu'aux particuliers	282 440 \$	78 067 \$	360 507 \$	361 077 \$
Prêts aux particuliers				
Montants prélevés ³⁾	100 620 \$	36 933 \$	137 553 \$	137 624 \$
Engagements non prélevés	8 666	220	8 886	7 540
Total – prêts aux particuliers	109 286 \$	37 153 \$	146 439 \$	145 164 \$
Total	391 726 \$	115 220 \$	506 946 \$	506 241 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit, exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente et des autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés et des engagements non prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État (35 milliards de dollars).

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres banques et les titres de créance disponibles à la vente.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les lignes de crédit et les autres prêts personnels.

Total de l'exposition au risque de crédit par secteur géographique¹⁾

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008	
	Montants prélevés	Engagements non prélevés	Autres expositions ²⁾	Total	Total
Canada	202 578 \$	44 960 \$	33 291 \$	280 829 \$	278 770 \$
États-Unis	35 330	17 575	36 244	89 149	89 451
Mexique	12 996	320	1 092	14 408	15 137
Autres pays					
Europe	26 303	2 272	9 816	38 391	39 486
Antilles	27 743	1 703	2 652	32 098	30 788
Amérique latine (exclusion faite du Mexique)	23 061	903	1 085	25 049	22 653
Autres	23 233	1 117	2 672	27 022	29 956
Total	351 244 \$	68 850 \$	86 852 \$	506 946 \$	506 241 \$

1) La répartition géographique se fonde sur le lieu d'origine du risque de crédit ultime. Comprend la totalité des portefeuilles exposés au risque de crédit et exclut les titres de capitaux propres disponibles à la vente et les autres actifs.

2) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

Catégories d'actifs inscrits au bilan ventilées selon leur exposition au risque de crédit

Le tableau ci-dessous présente les catégories d'actifs inscrits au bilan qui sont inclus dans les différentes catégories d'exposition aux risques aux termes de Bâle II, telles que celles-ci sont présentées dans le sommaire des expositions au risque de crédit figurant à la page 30 des présents états financiers. Les montants aux termes des règles de Bâle II ne comprennent pas certains

actifs tels que la trésorerie, les métaux précieux, les titres de capitaux propres disponibles à la vente ainsi que les autres actifs. Les expositions au risque de crédit aux termes de Bâle II excluent également tous les actifs du portefeuille de transaction et les actifs des filiales d'assurance de la Banque.

Expositions relatives aux actifs inscrits au bilan

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008		
	Montants prélevés ¹⁾			Montants prélevés ¹⁾		
	Prêts autres qu'aux particuliers	Prêts aux particuliers	Autres expositions	Prêts autres qu'aux particuliers	Prêts aux particuliers	Autres expositions
Dépôts auprès d'autres banques	23 887 \$	– \$	4 964 \$	28 208 \$	– \$	5 132 \$
Titres de créance disponibles à la vente	25 315	6 485	9 461	20 201	6 066	9 724
Prêts hypothécaires à l'habitation	32 223²⁾	79 450	–	33 959 ²⁾	80 836	–
Prêts personnels et sur cartes de crédit	–	51 482	–	–	50 603	–
Titres pris en pension	–	–	14 176	–	–	19 445
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	118 461	–	6 061	114 157	–	3 422
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 144	–	–	11 969	–	–
Instruments dérivés	–	–	43 526	–	–	44 810
Autres actifs	661	136	–	–	119	–
Total	213 691 \$	137 553 \$	78 188 \$	208 494 \$	137 624 \$	82 533 \$

1) Avant les provisions pour pertes sur créances pour les expositions liées à des prêts soumis à l'approche NI avancée et déduction faite des provisions spécifiques pour les expositions liées à des prêts soumis à l'approche standard.

2) Comprend des prêts hypothécaires garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement d'une valeur de 32 milliards de dollars (33 milliards de dollars au 31 octobre 2008).

Qualité du crédit relative aux prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteur. Au 31 janvier 2009, une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts commerciaux autorisés était constituée de prêts évalués à l'interne selon une notation qui

correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part des agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2008.

Portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers soumis à l'approche NI avancée

Une comparaison des notations internes attribuées aux emprunteurs par la Banque et des notations équivalentes de la part des agences de notation externes est présentée à la page 141 du rapport annuel 2008. Le tableau qui suit présente la qualité du crédit du portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers soumis à l'approche NI avancée, selon les catégories de risque des notations internes attribuées aux emprunteurs :

Exposition en cas de défaut¹⁾

Catégories de notation interne (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008	
	Montants prélevés	Engagements non prélevés	Autres expositions ²⁾	Total	Total
Première qualité	70 368 \$	40 877 \$	77 767 \$	189 012 \$	188 904 \$
Qualité inférieure	37 332	11 259	5 073	53 664	54 591
Sous surveillance	2 959	512	752	4 223	2 736
Défaut	481	58	79	618	297
Total, exclusion faite des prêts hypothécaires à l'habitation	111 140 \$	52 706 \$	83 671 \$	247 517 \$	246 528
Prêts hypothécaires à l'habitation garantis par l'État ³⁾	31 523	3 191	–	34 714	36 303
Total	142 663 \$	55 897 \$	83 671 \$	282 231 \$	282 831 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit.

2) Comprend des instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les instruments dérivés, les titrisations (exclusion faite de la protection de premier niveau de 209 \$) et les opérations de pension sur titres (prises en pension, mises en pension et prêts et emprunts de titres), déduction faite des garanties connexes.

3) Aux termes de l'accord de Bâle II, ces expositions sont classées à titre d'expositions sur les emprunteurs souverains et elles font partie de la catégorie des prêts autres qu'aux particuliers.

Portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 janvier 2009, le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers soumis à l'approche standard se composait de montants prélevés, d'engagements non prélevés et d'autres expositions liées à des prêts à des grandes sociétés, à des banques et à des emprunteurs souverains totalisant 78 milliards de dollars, soit le même montant qu'à la fin de l'exercice précédent. Les expositions liées à la plupart des prêts à des grandes sociétés et à des entreprises, principalement dans les Antilles et en Amérique latine, se rapportent à des contreparties dont la cote de solvabilité n'est pas de première qualité selon les systèmes de notation internes de la Banque.

Qualité du crédit relative aux expositions liées aux prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. De par leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Au 31 janvier 2009, le montant des prêts aux particuliers en souffrance autres que les prêts douteux était négligeable.

Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche NI avancée

La relation générale entre les fourchettes de PD et la notation de PD est présentée à la page 142 du rapport annuel 2008. Les données dans le tableau qui suit présentent la répartition de l'exposition liée au portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche NI avancée pour chaque notation de PD, par catégorie d'exposition.

Exposition en cas de défaut¹⁾

Notation de PD (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009 ²⁾		Au 31 octobre 2008	
	Montants prélevés	Engagements non prélevés	Total	Total
Très faible	64 191 \$	5 860 \$	70 051 \$	74 214 \$
Faible	11 886	1 663	13 549	15 174
Moyenne	20 445	1 011	21 456	15 862
Élevée	2 794	90	2 884	1 468
Très élevée	967	42	1 009	518
Défaut	337	–	337	312
	100 620 \$	8 666 \$	109 286 \$	107 548 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit.

2) Les facteurs de calcul de la PD ont été mis à jour au cours du premier trimestre de 2009, ce qui a entraîné une hausse de la PD dans tous les portefeuilles.

Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 janvier 2009, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 37 milliards de dollars (38 milliards de dollars au 31 octobre 2008) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement aux Antilles et en Amérique latine. Une tranche de 23 milliards de dollars (24 milliards de dollars au 31 octobre 2008) de l'exposition totale liée aux prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immeubles résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

Garanties

Garanties détenues

Dans le cours normal de ses activités, la Banque obtient des garanties relativement à certaines opérations afin de réduire son exposition au risque de contrepartie. La Banque est habituellement autorisée à vendre ou à redonner en nantissement les garanties qu'elle reçoit selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités d'emprunt et de prêt de titres et aux autres activités de prêt.

Garanties données

Dans le cours normal de ses activités, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Au 31 janvier 2009, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 55 milliards de dollars (45 milliards de dollars au 31 octobre 2008; 40 milliards de dollars au 31 janvier

2008). Les opérations de nantissement d'actifs sont exécutées selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités d'emprunt et de prêt de titres et aux autres activités de prêt.

b) Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. L'avoir en actifs liquides de la Banque, qu'elle peut habituellement vendre ou donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements, s'élevait à 108 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (106 milliards de dollars au 31 octobre 2008; 114 milliards de dollars au 31 janvier 2008), ce qui représentait 21 % du total de l'actif de la Banque (21 % au 31 octobre 2008; 25 % au 31 janvier 2008).

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles de certains des passifs financiers de la Banque.

Au 31 janvier 2009 (en millions de dollars)	Payables à à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe			Total
			Payables à moins de 1 an	Payables de 1 an à 5 ans	Payables à plus de 5 ans	
Dépôts	38 201 \$	54 654 \$	184 039 \$	61 950 \$	7 726 \$	346 570 \$
Débentures subordonnées	–	–	–	249	5 158	5 407
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
Total	38 201 \$	54 654 \$	184 039 \$	62 199 \$	13 384 \$	352 477 \$

Au 31 octobre 2008 (en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe			Total
			Payables à moins de 1 an	Payables de 1 an à 5 ans	Payables à plus de 5 ans	
Dépôts	37 157 \$	52 312 \$	186 818 \$	63 659 \$	6 634 \$	346 580 \$
Débentures subordonnées	–	–	–	252	4 100	4 352
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
Total	37 157 \$	52 312 \$	186 818 \$	63 911 \$	11 234 \$	351 432 \$

Au 31 janvier 2008 (en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe			Total
			Payables à moins de 1 an	Payables de 1 an à 5 ans	Payables à plus de 5 ans	
Dépôts ¹⁾	26 710 \$	38 900 \$	120 885 \$	48 622 \$	6 181 \$	241 298 \$
Débentures subordonnées	–	–	256	–	1 894	2 150
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
Total	26 710 \$	38 900 \$	121 141 \$	48 622 \$	8 575 \$	243 948 \$

1) Les passifs dépôts de la Banque au 31 janvier 2008 ont été comptabilisés au Canada et aux États-Unis et ils s'élevaient à 241 milliards de dollars, soit 76 % du total des dépôts de la Banque.

Engagements de crédit

Dans le cours normal des activités, la Banque contracte des engagements de crédit qui représentent une promesse de rendre un crédit disponible à certaines conditions, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés. La plupart de ces engagements, qui ne sont pas reflétés dans le bilan consolidé, avaient une durée à courir jusqu'à l'échéance de moins de un an pour toutes les périodes présentées.

Instruments dérivés

La Banque est exposée au risque d'illiquidité lorsqu'elle a recours à des instruments dérivés pour répondre aux besoins des clients, pour générer des revenus des activités de transaction, pour gérer les risques de marché et de crédit liés à ses activités d'octroi de prêts, de financement et de placement ainsi que pour réduire le coût de son capital. Au 31 janvier 2009, des instruments dérivés représentant 49 % de la valeur nominale de référence des instruments dérivés de la Banque (52 % au 31 octobre 2008; 56 % au 31 janvier

2008) venaient à échéance à moins de un an, tandis que 85 % de ceux-ci venaient à échéance à moins de cinq ans (85 % au 31 octobre 2008; 87 % au 31 janvier 2008).

c) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné.

Sensibilité aux taux d'intérêt

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt, le tableau qui suit indique l'incidence possible après impôts sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises.

Aux	31 janvier 2009		31 octobre 2008		31 janvier 2008	
(en millions de dollars)	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres
Augmentation de 100 points de base	145 \$	(109) \$	89 \$	(373) \$	124 \$	(548) \$
Diminution de 100 points de base	(113) \$	107 \$	(100) \$	346 \$	(104) \$	564 \$

Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change.

En l'absence de couverture, au 31 janvier 2009, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités aurait entraîné une diminution (augmentation) de son bénéfice annuel avant impôts d'environ 37 millions de dollars (38 millions de dollars au 31 octobre 2008; 34 millions de dollars au 31 janvier 2008), principalement en raison de sa position en dollars américains. Au 31 janvier 2009, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien aurait donné lieu à une augmentation (diminution) d'environ 187 millions de dollars (174 millions de dollars au 31 octobre 2008; 145 millions de dollars au

31 janvier 2008) des pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des instruments de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de placement de titres de capitaux propres disponibles à la vente. La juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente au 31 janvier 2009 se chiffrait à 2 915 millions de dollars (3 211 millions de dollars au 31 octobre 2008; 3 223 millions de dollars au 31 janvier 2008).

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque peut être calculé à l'aide de la VAR et d'essais dans des conditions critiques. Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

VAR quotidienne par facteur de risque

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 janvier 2009	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008	Au 31 janvier 2008
		Moyenne	Plafond	Plancher		
Taux d'intérêt	14,9	19,7	26,1	12,7	23,8	16,7
Capitaux propres	5,4	5,3	8,3	3,6	4,9	2,8
Change	2,8	2,3	4,7	0,8	1,7	0,6
Marchandises	3,6	3,9	4,9	2,8	3,4	3,4
Diversification	(11,9)	(9,5)	S.O.	S.O.	(7,3)	(4,2)
VAR à l'échelle de la Banque	14,8	21,7	28,9	14,8	26,5	19,3

Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs financiers et des passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs dépôts et les débetures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise des couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte après impôts d'environ 276 millions de dollars (perte de 204 millions de dollars au 31 octobre 2008; perte de 99 millions de dollars au 31 janvier 2008). Au 31 janvier 2009, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à 10 ans (inférieure à 10 ans au 31 octobre 2008; inférieure à 7 ans au 31 janvier 2008).

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. La Banque a inscrit un gain de 27 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009 (perte de 14 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008; perte de 6 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008), dont un gain de 3 millions de dollars (perte de 1 million de dollars au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008;

perte de 4 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008) a trait aux couvertures de flux de trésorerie, en raison de la partie inefficace des couvertures désignées. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée résiduelle de la couverture initiale ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats. Les couvertures d'un investissement net n'ont pas donné lieu à la constatation d'un montant au titre de l'inefficacité.

Éléments détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces deux éléments sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque transige des dérivés de crédit pour le compte de clients. La Banque peut acheter les prêts sous-jacents auprès d'un tiers pour couvrir économiquement son exposition aux dérivés. Par conséquent, la Banque réduit considérablement, voire élimine, la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les deux instruments. La juste valeur de ces prêts au 31 janvier 2009 s'établissait à 5,2 milliards de dollars (7,5 milliards de dollars au 31 octobre 2008; 6,4 milliards de dollars au 31 janvier 2008). Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction ont correspondu à une perte de 310 millions de dollars (perte de 1 533 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; perte de 280 millions de dollars pour le

trimestre terminé le 31 janvier 2008). Ces variations de la juste valeur ont été essentiellement annulées par les variations de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque achète des éléments d'actif de prêts dans des portefeuilles spécialement autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts au 31 janvier 2009 s'établissait à 63 millions de dollars (56 millions de dollars au 31 octobre 2008; 110 millions de dollars au 31 janvier 2008). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 ont correspondu à un gain de 5 millions de dollars (perte de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; perte de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

La Banque a classé certains titres de créance et de capitaux propres comme étant détenus à des fins de transaction afin de réduire la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces actifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces titres détenus à des fins de transaction s'élevait à 2 998 millions de dollars au 31 janvier 2009 (565 millions de dollars au 31 octobre 2008; 85 millions de dollars au 31 janvier 2008). Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction ont correspondu à un gain de 22 millions de dollars (perte de 28 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; perte de 7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

La Banque a classé certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement comme étant détenus à des fins de transaction, afin de réduire considérablement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au 31 janvier 2009 s'établissait à 135 millions de dollars (297 millions de dollars au 31 octobre 2008; 766 millions de dollars au 31 janvier 2008). Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les variations de la juste valeur qui ont été

comptabilisées dans le revenu d'intérêts net ont correspondu à une perte de 2 millions de dollars (perte de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; perte de 10 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008). Ces variations de la juste valeur, qui ont découlé principalement des fluctuations des taux d'intérêt, ont été en grande partie contrebalancées par les variations de la juste valeur des dérivés connexes. Au 31 janvier 2009, la Banque était tenue aux termes de contrats de verser 133 millions de dollars aux porteurs des billets à l'échéance (295 millions de dollars au 31 octobre 2008; 764 millions de dollars au 31 janvier 2008).

Reclassement d'actifs financiers

La Banque a retiré certains actifs financiers non dérivés de la catégorie des instruments détenus à des fins de transaction pour les reclasser dans les titres disponibles à la vente en date du 1^{er} août 2008. Ces actifs se composaient d'actifs liés à des obligations d'une valeur de 303 millions de dollars et d'actions privilégiées d'une valeur de 91 millions de dollars qui n'étaient plus négociés sur un marché actif et que la direction a l'intention de conserver dans un avenir prévisible. Au 31 janvier 2009, la juste valeur des actifs liés à des obligations et des actions privilégiées se chiffrait respectivement à 278 millions de dollars (277 millions de dollars au 31 octobre 2008) et à 77 millions de dollars (81 millions de dollars au 31 octobre 2008). Le reclassement des actifs liés à des obligations et à des actions privilégiées a eu pour conséquence que la Banque a inscrit des pertes avant impôts s'élevant respectivement à 15 millions de dollars (perte de 26 millions de dollars au 31 octobre 2008) et à 4 millions de dollars (perte de 10 millions de dollars au 31 octobre 2008) dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux variations de la juste valeur de ces actifs au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009. Si ces reclassements n'avaient pas été effectués, ces pertes auraient été inscrites à l'état consolidé des résultats. À la date du reclassement, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré du portefeuille d'actifs liés à des obligations reclassés se chiffrait à 4,0 %, et les flux de trésorerie recouvrables prévus s'élevaient à 366 millions de dollars.

9. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Charges au titre des prestations constituées			
Régimes de retraite	(2)\$	(1)\$	1 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	29	30	29
	27 \$	29 \$	30 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

10. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité figurant aux pages 15 à 19.

En raison de la complexité des rouages de la Banque, il a fallu recourir à diverses estimations et à diverses méthodes de ventilation dans l'établissement de l'information financière afférente aux divisions. Les actifs et les passifs sont établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros, et les charges du siège social sont réparties entre chacune des

divisions en fonction de l'utilisation. De même, le capital est réparti entre les divisions selon une méthode fondée sur le risque. Les opérations conclues entre les divisions sont inscrites dans les résultats de chacune d'elles comme si elles avaient été conclues avec un tiers et sont éliminées au moment de la consolidation.

En raison de la conjoncture actuelle des marchés, la Banque a raffiné ses méthodes d'établissement des prix de cession interne au cours du premier trimestre, de manière à ce qu'elles comprennent une charge au titre des primes de liquidité aux fins des coûts de financement attribués aux secteurs d'activité. La principale conséquence de ce changement a été une réduction du revenu d'intérêts net de chacun des trois principaux secteurs d'activité ainsi qu'une diminution des intérêts débiteurs nets du secteur Autres.

11. Acquisitions

Le 12 décembre 2008, la Banque a mené à bien l'acquisition de la participation de 37,6 % de la Financière Sun Life Inc. dans CI Financial Income Fund, en contrepartie d'une somme d'environ 2,3 milliards de dollars. Cette contrepartie s'est composée d'un montant en espèces de 1,55 milliard de dollars, d'actions ordinaires d'une valeur de 500 millions de dollars et d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 250 millions de dollars. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation

Le 22 septembre 2008, la Banque a mené à bien l'acquisition de E*Trade Canada au moyen de l'acquisition de la totalité des actions en circulation de celle-ci, en contrepartie d'une somme en espèces d'environ 500 millions de dollars. Au cours du trimestre écoulé, la Banque a effectué la répartition du coût d'acquisition et elle a inscrit un écart d'acquisition de 430 millions de dollars et des actifs incorporels de 34 millions de dollars au bilan.

12. Événement postérieur à la date du bilan

Acquisition

Le 3 février 2009, la Banque Scotia a acquis une participation supplémentaire de 24 % dans la Thanachart Bank, en Thaïlande, en contrepartie d'environ 270 millions de dollars, ce qui a fait passer la participation de la Banque

dans cette dernière de 24,99 % à 48,99 %. Cette participation demeurera comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2009

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
6 janvier	28 janvier
7 avril	28 avril
7 juillet	29 juillet
6 octobre	28 octobre

Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2009

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2009 aura lieu à St. John's (Terre-Neuve), le jeudi 8 avril 2010.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 3 mars 2009 à compter de 11 h 30 HNE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-731-5319 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 3 mars 2009 au 17 mars 2009, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21297445, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

RENSEIGNEMENTS

Investisseurs

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416-866-5982
 Télécopieur : 416-866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925
 Télécopieur : 416-866-4988
 Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
 100, avenue University, 9^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
 Téléphone : 1-877-982-8767
 Télécopieur : 1-888-453-0330
 Courriel : service@computershare.com

Actionnaires (suite)

Coagent de transfert (États-Unis)
 Computershare Trust Company, Inc.
 350 Indiana Street
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.
 Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416-866-4790
 Télécopieur : 416-866-4048
 Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

